

DELIBERATION

N°2022 - 96

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Modalités de remboursement des frais réels

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants et D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général et les directeurs sont remboursés aux frais réels, sur production des justificatifs de paiement, dans la limite d'un plafond de 300 euros / an des frais exposés pour :

- Les repas (petit-déjeuner, déjeuner, dîner) organisés pour les collaborateurs du CMP dans le cadre d'évènements internes ;
- Les repas (petit-déjeuner, déjeuner, dîner) organisés pour les partenaires institutionnels du CMP.

Article 2 : Une information sur les dépenses remboursées aux Directeurs sera transmise annuellement au COS dans la « Note d'information sur la maîtrise et la transparence des dépenses des dirigeants ».

Article 3 : L'imputation des dépenses correspondantes se fera sur le compte 661000.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

DELIBERATION

N° 2022 - 97

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Accord-cadre relatif à la réalisation de travaux et d'entretien des toitures et couvertures

LE CONSEIL,

- Vu les articles L. 2124-2, L. 2125-1, R.2124-2, R.2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-14 et L2152-6 du Code de la commande publique ;
- Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres du Crédit Municipal de Paris en date du 29 novembre 2022 ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général,

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général est autorisé à signer l'accord-cadre relatif à la réalisation de travaux et d'entretien des toitures et couvertures pour le Crédit Municipal de Paris avec la société par actions simplifiée BONNET, domiciliée au 26 Bis, rue Amelot 75011 PARIS, inscrite sous le numéro de SIRET 331 981 696 00015, pour un montant compris entre 0 euros HT et 3 000 000,00 euros HT sur la durée totale du marché (12 mois à compter de sa notification, reconductible trois fois 12 mois au maximum).

Article 2 : La dépense en résultant est imputée aux chapitres 21 et 23 du budget d'investissement du Crédit Municipal de Paris, sur les exercices 2022 et suivants.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

DELIBERATION

N° 2022 - 98

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Accord-cadre relatif à la réalisation de travaux et de maintenances d'installations de plomberie, de production et de distribution d'eau chaude sanitaire et de chauffage

LE CONSEIL,

- Vu les articles L. 2124-2, L. 2125-1, R.2124-2, R.2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-14 et L2152-6 du Code de la commande publique ;
- Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres du Crédit Municipal de Paris en date du 29 novembre 2022 ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général,

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général est autorisé à signer l'accord-cadre relatif à la réalisation de travaux et de maintenances d'installations de plomberie, de production et de distribution d'eau chaude sanitaire et de chauffage avec la société par actions simplifiée BONNET, domiciliée au 26 Bis, rue Amelot 75011 PARIS, inscrite sous le numéro de SIRET 331 981 696 00015, pour un montant compris entre 0 euros HT et 5 000 000,00 euros HT sur la durée totale du marché (12 mois à compter de sa notification, reconductible trois fois 12 mois au maximum).

Article 2 : La dépense en résultant est imputée aux chapitres 21 et 23 du budget d'investissement du Crédit Municipal de Paris, sur les exercices 2022 et suivants.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

DELIBERATION

N° 2022 - 99

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Accord cadre de travaux et d'entretien portant sur les ascenseurs du Crédit Municipal de Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-3, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6 ; R. 2162-7, R. 2162-8, R. 2162-9, R. 2162-10, R. 2162-11, R. 2162-12) et R. 2162-13, R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- Vu la décision d'attribution de la Commission d'attribution interne des marchés publics du Crédit Municipal de Paris ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général,

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général est autorisé à signer l'accord-cadre relatif à des travaux et à l'entretien portant sur les ascenseurs du Crédit Municipal de Paris avec la Société SIETRAM inscrite sous le numéro de Siret n° 38751133000020, dont le siège social est situé 212 ter Bd de la Boissière, 93100 Montreuil.

Article 2 : La dépense en résultant est imputée au chapitre 63 du budget de fonctionnement et aux chapitres 21 et 23 du budget d'investissement du Crédit Municipal de Paris, sur les exercices 2022 et suivants.

Le Vice-Président,



Paul SIMONDON

DELIBERATION

N° 2022 - 100

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Accord-cadre de fourniture et pose de matériels et de prestations de maintenance corrective des progiciels de contrôle d'accès du CMP

LE CONSEIL,


- Vu les articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-3, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6 ; R. 2162-7, R. 2162-8, R. 2162-9, R. 2162-10, R. 2162-11, R. 2162-12) et R. 2162-13, R. 2162-14 et R.2122-3 du Code de la commande publique ;
- Vu la décision d'attribution de la Commission d'attribution interne des marchés publics du Crédit Municipal de Paris ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général est autorisé à signer l'accord-cadre n° 2022-24 de fourniture et pose de matériels et de prestations de maintenance corrective des progiciels de contrôle d'accès du Crédit Municipal de Paris, passé sans publicité et sans mise en concurrence sur le fondement de l'article 2221-3 du Code de la commande publique, dont les seuils annuels sont un minimum de 0 euros HT et un maximum de 125 000 euros HT, pour une durée d'un an reconductible une fois à compter du 1^{er} janvier 2022, avec la SA Horoquartz n° SIRET 39924392200081 immatriculée au RCS de Paris et dont le siège social est Tour CIT, 3 rue de l'Arrivée, Paris 15^{ème}.

Article 2 : La dépense en résultant est imputée au chapitre 63 du budget de fonctionnement et au chapitre 21 du budget d'investissement du Crédit Municipal de Paris, sur les exercices 2023 et suivants.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

DELIBERATION

N° 2022 - 101

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n° 1 au marché n°2020-12-06 – Lot n° 6 – Prestations de services d'assurance « Tous risques expositions » CC ART et expositions temporaires du Crédit Municipal de Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles L. 2124-1 à L. 2124-2, R. 2124-1 à R.2124-2, R.2131-16 à R. 2131-17, R. 2131-19 à R. 2131-20 et R. 2161-6 du Code de la commande publique ;
- Vu le marché n°2020-12-06 en date du 4 décembre 2020 relatif à des prestations de service d'assurance « Tous risques expositions » CC ART et expositions temporaires du Crédit Municipal de Paris ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : Le Directeur général est autorisé à signer l'avenant n° 1 du marché n° n°2020-12-06 (lot n° 6) en date du 4 décembre 2020 relatif à des prestations de service d'assurance « Tous risques expositions » CC ART et expositions temporaires du Crédit Municipal de Paris avec la SAS WILLIS TOWER WATSON FRANCE (mandataire du groupement conjoint non solidaire), inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro de SIRET n° 311 248 637 00804 du RCS de Nanterre, dont le siège social est situé Immeuble Quai 33, 33/34 quai de Dion Bouton CS 70001, 92814 PUTEAUX.

Article 2 : La dépense en résultant est imputée aux chapitres 63 du budget de fonctionnement du Crédit Municipal de Paris, sur l'exercice 2022 et suivants.

Le Vice-président,


Paul SIMONDON

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
EN DATE DU 19 DECEMBRE 2019
ENTRE LE CREDIT MUNICIPAL DE PARIS ET PARIS MUSEES**

Entre les soussignés :

Le Crédit Municipal de Paris, Etablissement Public de Crédit et d'Aide Sociale, propriétaire, dont le siège social est situé 55, rue des Francs-Bourgeois 75181 Paris cedex 04, SIREN 267 500 007 RCS Paris, FRA 212 675 00007 représenté par Monsieur Frédéric MAUGET, Directeur général, ci-après dénommé le « Crédit Municipal de Paris »,

D'une part,

Paris Musées, Etablissement public administratif, dont le siège social est situé 27 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, SIRET 20003277900122, représenté par Madame Anne-Sophie de GASQUET, Directrice Générale,

D'autre part.

Vu les articles L 2122-1-2 et L 2125- 3 du Code général de la propriété des personnes publiques ; Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 10 décembre 2019 entre le Crédit Municipal de Paris et Paris Musées.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'une part de prolonger la convention d'occupation du domaine public en date du 10 décembre 2019 pour une durée de 2 ans et d'autre part de modifier les dispositions de son article 10 « Redevance ».

Article 2 – Prorogation de la convention

La convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2019 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 3 - Redevance

L'article 10 de la convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2019 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

L'occupation temporaire du local est consentie en contrepartie du versement d'une redevance tenant compte des avantages de toute nature procurés à l'occupant, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 et de l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le montant de la redevance est **de 494,59 € hors taxes et hors charges** par mètre carré et par an (soit un total annuel **de 60 339,98 € hors charges et hors taxes** pour une surface totale de **122 mètres carrés**), payable d'avance à échéance trimestrielle à compter du 1^{er} janvier 2023.

Une provision pour charges est évaluée à **1 768,69 € par trimestre**, soit un total annuel de **7 074,76 €** par an.

Le paiement de la redevance et de la provision pour charges se fait par trimestre d'avance.

Le montant de la redevance sera révisé annuellement au 1^{er} janvier de chaque année, en fonction de la variation entre le dernier indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié à la date de la révision.

A la révision du 1^{er} janvier 2024, le dernier indice publié qui sera pris en compte sera l'indice T3 de l'année 2022 pour le calcul de la variation avec l'indice T3 de l'année 2023.

Conformément à l'article L.2125-5 du Code général de la propriété des personnes publiques, en cas de retard de paiement de la redevance due par l'occupant, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

Article 4 - Prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2023.

Toute clause de ladite convention non modifiée par les présentes continue de produire plein effet. En cas de contradiction, les clauses contenues dans le présent avenant prévalent.

Pour le Crédit Municipal de Paris

Le Directeur général,

Frédéric MAUGET

Pour Paris Musées,

La Directrice générale,

Anne-Sophie de GASQUET

DELIBERATION

N° 2022 - 102

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public avec l'établissement Paris Musées

LE CONSEIL,

- Vu le Code monétaire et financier notamment ses articles L. 514-1 et suivants ;
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 10 décembre 2019 entre le Crédit Municipal de Paris et Paris Musées ;
- Vu le rapport présenté par le Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : L'avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public en date du 10 décembre 2019 entre le Crédit Municipal de Paris et Paris Musées est approuvé.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public avec Paris Musées.

Article 3 : L'avenant n°1 est annexé à la présente délibération.

Le Vice-Président,



Paul SIMONDON

Convention de mécénat

Entre

1° L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC PARIS MUSÉES

Établissement public à caractère administratif

Créé par la délibération 2012 DAC 517 du Conseil de Paris en date des 19 et 20 juin 2012

Dont le siège social est situé 27, rue des Petites Ecuries 75010 Paris, France

SIRET n° 200 032 779 00015

APE n° 9102Z

TVA Intracommunautaire : FR 89 200032779

Représenté par sa Présidente Madame Carine ROLLAND.

Ci-après dénommé « PARIS MUSÉES »

D'une part,

Et

2° LE CRÉDIT MUNICIPAL DE PARIS

Établissement public dont le siège social se situe au 55 rue des Francs-Bourgeois à Paris 4e,

SIRET n° 267 500 007 00013

Représenté par Monsieur Frédéric MAUGET agissant en qualité de Directeur général,

Ci-après désigné « Le Crédit Municipal de Paris » ou « le Mécène »

D'autre part,

Ensemble ci-après désignés « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

PARIS MUSÉES est un établissement public local à caractère administratif dont l'objet est de mettre en œuvre la politique muséale de la Ville de Paris. Sa mission principale est, depuis 2013, la gestion des 12 musées et 2 sites patrimoniaux de la Ville de Paris.

Dans le contexte d'un engagement de longue durée en faveur de PARIS MUSÉES, le mécène souhaite s'associer à PARIS MUSÉES afin de contribuer à la politique culturelle et notamment au rayonnement du Petit Palais – Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris et du Musée Carnavalet – Histoire de Paris, en apportant son soutien financier à PARIS MUSÉES.

Le présent préambule fait partie intégrante de la présente convention et ne saurait en être dissocié.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions dans lesquelles le mécène apporte son soutien à PARIS MUSÉES et le fait ainsi bénéficier d'un mécénat en numéraire d'un montant total de 160.000 € (Cent soixante mille euros)
- les conditions dans lesquelles PARIS MUSÉES accordera au Crédit Municipal de Paris des avantages et privilèges tenant à sa qualité de mécène.

Article 2 – Nature du mécénat

Le mécène souhaite faire bénéficier PARIS MUSÉES d'un mécénat en numéraire de 160.000 € (Cent soixante mille euros) répartis de la façon suivante :

- 50.000€ (cinquante mille euros) pour le musée Carnavalet – Histoire de Paris
- 60.000€ (soixante mille euros) pour le Petit Palais – Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris
- 50.000€ pour les projets du champ social de Paris Musées

Article 2.1 - Mécénat en numéraire – modalités de versement

Le mécénat en numéraire de 160.000 € (Cent soixante mille euros) sera versé à PARIS MUSÉES.

Le paiement s'effectuera, avant le 31 janvier 2023, après réception d'un appel de fonds, sous forme de virement bancaire établi à l'ordre de la Direction Régionale des Finances Publiques, en mentionnant « Établissement Public Paris Musées » sur le libellé du virement.

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'IDF ET PARIS
AUTRES ETS LOCAUX
94 RUE REAUMUR
75002 PARIS

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 153
RIB: 30001 00064 R7510000000 52
IBAN: FR46 3000 1000 64R7 5100 0000 052
BIC: BDFEFRPPCCT

Article 2.2 - Dispositions générales

Conformément à l'article 238 bis du Code général des impôts, le mécénat objet de la présente convention fait l'objet d'une réduction d'impôt venant en déduction de l'impôt sur les sociétés dû par le Mécène.

Le Mécène fait son affaire de déclarer auprès de l'administration fiscale le montant de son mécénat, conformément à la législation en vigueur. Un reçu de déductibilité fiscale sera adressé par PARIS MUSÉES au Mécène avant le 31 décembre 2023

En application du 6 de l'article 238 bis du code général des impôts, le mécène qui effectue au cours d'un exercice fiscal plus de 10.000€ (dix mille euros) de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue au même article, doit déclarer, par voie électronique, selon le formulaire n°

2069-RCI-SD à l'administration fiscale le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie.

En tant qu'acte de mécénat et conformément aux dispositions de l'article 256 du Code général des impôts, les sommes figurant à l'article 2 ne sont pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 3 – Engagements de Paris Musées

Dans le respect des principes qui président à l'octroi de remerciements par PARIS MUSÉES à ses mécènes, il est prévu que le musée pourra consentir au mécène les privilèges et avantages suivants, dès l'entrée en vigueur de la convention et pendant toute la durée de celle-ci.

Les privilèges et les avantages ne peuvent faire l'objet d'aucune commercialisation de la part du mécène.

Article 3.1 – Privilèges

■ Mention du nom du mécène

PARIS MUSÉES s'engage à mentionner le nom et/ou le logo du Mécène sur les supports de communication relatifs à trois expositions au choix du Mécène parmi celles inaugurées pendant la durée de la convention et notamment sur les supports suivants :

- le communiqué de presse
- le dossier de presse
- le panneau des partenaires
- le site internet du musée

PARIS MUSÉES s'engage également à mentionner le nom et/ou le logo du Mécène sur les supports de communication relatifs aux projets du champ social soutenus par le Mécène (panneau des partenaires, communiqué de presse, brochure...).

La formulation de la mention du Mécène à titre de remerciement sera soumise à la validation du Mécène.

Il est entendu que cette mention ne peut être exclusive sur ces supports de communication et qu'en conséquence d'autres mécènes de ce projet pourront y figurer.

À la demande du mécène, PARIS MUSÉES pourra faire figurer sur son site internet un lien renvoyant vers le site internet du mécène, à condition que ce site soit un site purement institutionnel.

Pendant la durée de la présente convention, PARIS MUSÉES mentionnera le Mécène parmi ses mécènes dans son rapport d'activité ainsi que sur les supports qu'il serait amené à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

Les mentions de remerciement du mécène sont distinctes de l'apposition du logo du Mécène par PARIS MUSÉES sur certains supports qui relève de l'article 3.2.

■ Communication sur l'action de mécénat

PARIS MUSÉES autorise le mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle dans des termes validés par avance avec lui. La communication institutionnelle regroupe l'ensemble des actions de communication qui visent à promouvoir l'image du mécène sans objectif commercial.

Les parties s'engagent à respecter une mutuelle information et une stricte conciliation sur la nature et la forme de communication faite autour du mécénat.

En particulier, le mécène doit soumettre à PARIS MUSÉES pour validation expresse et préalable toute forme et tout support de communication concernant le mécénat. Le Mécène fera ses meilleurs efforts pour communiquer à PARIS MUSÉES les projets de communication au moins deux (2) jours ouvrés avant utilisation.

Si le Mécène ne souhaite pas que son mécénat soit mentionné sur certains supports de communication papier ou numérique de PARIS MUSÉES, PARIS MUSÉES respectera ce souhait.

- **Support de communication**

Sont considérés comme relevant de la communication institutionnelle : les rapports d'activités, les cartons d'invitation à une visite privée de PARIS MUSÉES, le site Internet de la société à condition qu'il ne s'agisse pas d'un espace du site internet à caractère commercial, les cartes de vœux (y compris électroniques), les communiqués de presse.

- **Utilisation de photographies**

Pendant la durée de la présente convention, le Mécène pourra utiliser dans sa communication, exclusivement réservée à l'opération de mécénat, des photographies des musées et sites appartenant à PARIS MUSÉES et/ou des œuvres qu'ils contiennent.

L'ensemble des photographies susvisées sont choisies d'un commun accord avec le service du mécénat de PARIS MUSÉES.

S'agissant des photographies d'œuvres d'art contemporain présentées à PARIS MUSÉES et d'œuvres prêtées à PARIS MUSÉES, pour lesquelles PARIS MUSÉES n'est pas cessionnaire des droits d'exploitation, le Mécène fera son affaire des autorisations nécessaires et préalables à leur utilisation.

L'utilisation des photographies est strictement limitée à la communication institutionnelle du Mécène relative au mécénat objet de la présente convention.

Pour toutes les utilisations ci-dessus énumérées, quel que soient leur objet ou leur support de représentation ou de reproduction, le Mécène s'engage à préciser les crédits photographiques qui lui seront communiqués avec les clichés fournis.

En aucun cas les images des œuvres ne pourront faire l'objet d'une quelconque commercialisation ni être utilisées dans le cadre d'une campagne publicitaire.

Le Mécène s'engage préalablement à toute diffusion à soumettre au service du mécénat pour validation les supports réalisés avec les images demandées.

Article 3.2 – Avantages

Dans le respect du principe selon lequel les avantages accordés ne peuvent dépasser 25 % (vingt-cinq pour cent) de la valeur totale des dons du Mécène, soit dans le cas de la présente convention 40.000 € (quarante mille euros), il est prévu que le Mécène pourra se faire consentir par PARIS MUSÉES les avantages énumérés ci-après à l'issue de chaque versement effectif.

- **Logo du mécène**

PARIS MUSÉES pourra faire figurer le logo et/ou la mention du mécène sur les supports de communication relatifs à trois expositions au choix du Mécène parmi celles inaugurées pendant la durée de la convention et notamment sur les supports suivants :

- affiches publicitaires
- invitations aux vernissages
- catalogue de l'exposition

Il est entendu que le Mécène devra approuver préalablement toute utilisation de son logo par PARIS MUSÉES. À ce titre, PARIS MUSÉES fera ses meilleurs efforts pour communiquer au Mécène tout projet d'utilisation de son logo et/ou de sa marque au moins deux (2) jours ouvrés avant le début de toute utilisation. Les modalités d'usage du/des logo(s) (telles que, mais non limitativement : taille du logo, durée de l'utilisation, etc.) seront définies préalablement entre les Parties.

La valorisation forfaitaire annuelle de cette visibilité est de 8.000€ (huit mille euros) pour la durée de la convention.

■ Mise à disposition d'espaces de PARIS MUSÉES à des fins de relations publiques

Le mécène pourra organiser des manifestations privées dans des espaces du musée à des dates choisies d'un commun accord avec PARIS MUSÉES avant ladite manifestation et à des heures de fermeture au public.

La valorisation comptable d'une mise à disposition d'espaces du musée est fonction de sa nature (lieux de réception, salles des collections permanentes, salles d'expositions temporaires) et du nombre d'invités conviés et se fera conformément à la grille tarifaire de PARIS MUSÉES, en vigueur au moment de l'occupation des espaces par le Mécène.

Pour chacune des mises à disposition, les frais annexes (surveillance, traiteur, conférenciers, entretien) liés à ces manifestations seront à la charge du Mécène. Chaque manifestation privée fera l'objet d'une convention spécifique. Seules les mises à disposition des espaces seront octroyées en tant que contreparties.

Conformément à la convention de mise à disposition d'espace, si le Mécène renonçait pour quelque cause que ce soit, à l'organisation d'une manifestation privée, après réservation auprès du service des locations d'espaces de PARIS MUSÉES, un pourcentage du montant de ladite manifestation sera décompté des contreparties.

■ Laissez-passer

PARIS MUSÉES s'engage à mettre à disposition du Mécène, pour ses besoins de relations publiques des laissez-passer, valables pour une personne pour une exposition en cours pendant la durée la convention.

Ces laissez-passer sont valorisés au prix du billet unique plein tarif du musée en vigueur lors de la remise des laissez-passer. A titre indicatif, ils sont valorisés à ce jour 15€ (quinze euros) l'unité à plein tarif.

Ces laissez-passer ne pourront en aucun cas être revendus à des tiers par le Mécène.

■ Catalogues

PARIS MUSÉES s'engage à mettre à disposition du Mécène des catalogues d'une exposition en cours pendant la durée de la convention.

À titre indicatif, ils sont valorisés à ce jour 40€ (quarante euros) l'unité.

À la demande du Mécène, ces catalogues pourront faire l'objet d'une personnalisation (bandeau, pastille, page supplémentaire). Les frais induits par cette personnalisation resteront aux frais du mécène.

Ces catalogues ne pourront en aucun cas être revendus à des tiers par le Mécène.

■ Cartes Paris Musées DUO

PARIS MUSÉES s'engage à mettre à disposition du mécène des cartes Paris Musées DUO, nominatives donnant accès au porteur de la carte et à un accompagnant à toutes les expositions programmées dans les musées de la Ville de Paris pendant 1 (un) an.

Ces cartes sont valorisées à 60€ (soixante euros) l'unité.

Ces cartes ne pourront en aucun cas être revendues à des tiers par le Mécène.

■ Visites de groupes

Le Mécène pourra réserver des créneaux de visites dans les horaires d'ouverture au public, pour des groupes autonomes, à des dates choisies d'un commun accord avec PARIS MUSÉES.

Le coût de réservation des créneaux sera décompté des contreparties en fonction de la valorisation établie par PARIS MUSÉES en vigueur au moment de leur réservation.

Dans le cadre de ces visites, des frais techniques et logistiques d'organisation liés à ces manifestations (par exemple, l'intervention d'un guide-conférencier) pourront demeurer à la charge du Mécène.

■ Activités culturelles

Le Mécène pourra réserver des créneaux pour les activités culturelles organisées par les musées, à des dates choisies d'un commun accord avec PARIS MUSÉES.

Le coût de réservation des créneaux sera décompté des contreparties en fonction de la valorisation établie par PARIS MUSÉES en vigueur au moment de leur réservation.

Dans le cadre de ces visites, des frais techniques et logistiques d'organisation liés à ces manifestations (par exemple, l'intervention d'un médiateur) pourront demeurer à la charge du Mécène.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023 pour une durée d'un (1) an. Elle prendra fin le 31 décembre 2023.

Les parties conviennent de se rencontrer trois mois avant la fin de la présente convention pour faire le bilan sur le partenariat et échanger sur un éventuel renouvellement.

Article 5 – Charte éthique

Le mécène reconnaît avoir pris connaissance de la charte éthique de PARIS MUSÉES en matière de mécénat, parrainage et autres relations avec les entreprises, personnes ou fondations présentée au conseil d'administration du PARIS MUSÉES du 6 juillet 2017 figurant en annexe à la convention et s'engage à respecter les principes qui la gouvernent.

Article 6 – Litiges

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient de la seule compétence du tribunal compétent de Paris, après épuisement des voies de règlement amiables.

Article 7 – Annexe

Les annexes à la présente convention ont la même valeur juridique que la convention à laquelle ces dernières se rapportent.

Annexe : Charte éthique de PARIS MUSÉES

Fait en 2 (deux) exemplaires originaux de sept pages, à Paris, le

Pour le mécène,

Le Directeur général,
Frédéric MAUGET

Pour Paris Musées,

Le Président,
Madame Carine ROLLAND

Par délégation
Anne-Sophie de GASQUET,
Directrice générale

Annexe : Charte éthique du mécénat de Paris Musées

Préambule

Les lois n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations ainsi que les évolutions de la législation dans ces domaines ont doté la France d'un ensemble de dispositions juridiques et fiscales particulièrement propices au développement de la générosité privée au profit d'œuvres et d'organismes reconnus d'intérêt général.

Dans le domaine culturel, grâce aux dispositions de droit commun et aux mesures spécifiques contenues dans la loi, les entreprises, les fondations, les fonds de dotation, les associations de mécènes et les particuliers sont de plus en plus nombreux à apporter leur soutien, au plan national ou territorial, à des organismes publics et privés œuvrant à la sauvegarde et à l'enrichissement du patrimoine, au soutien à la création et à la diffusion artistiques, à la recherche en histoire des arts, à l'enseignement et à l'éducation artistiques et culturels, à l'accès de tous les publics à la culture et au rayonnement culturel de notre pays.

Le Ministère de la Culture et de la Communication a publié en décembre 2014 une « charte du mécénat culturel » ayant pour objet une application de la législation conforme à ses principes fondamentaux, dans le respect tout à la fois du bien commun, des spécificités des organismes culturels et des prérogatives des mécènes.

Le Ministère de la Culture de la Communication recommande aux Musées de France, dont font partie les musées de la Ville de Paris, d'appliquer les principes énoncés dans cette charte. C'est donc à partir de ce document qu'a été déclinée la présente charte éthique du mécénat et des partenariats pour les musées de la Ville de Paris, en prenant en compte la spécificité de leur organisation en un réseau regroupé dans l'établissement public Paris Musées.

Il est précisé que, si les premiers articles encadrent en priorité les actions de mécénat d'entreprises et de particuliers en faveur de Paris Musées, les articles 11 et suivants de la présente charte visent à encadrer les partenariats de tous types – locations d'espace, parrainage, échange marchandises.

À titre liminaire, il est précisé que ce document ne saurait avoir valeur de doctrine fiscale opposable, seule la direction générale des finances publiques (DGFiP) étant habilitée à établir la doctrine en la matière.

1. Distinction entre mécénat et parrainage

Il est rappelé que :

Le mécénat se définit comme un soutien matériel ou financier apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne morale pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.

Le parrainage se définit quant à lui comme un soutien matériel apporté par une entreprise à une manifestation, une personne, un produit ou une organisation, en vue d'en retirer un bénéfice direct. Il se distingue essentiellement du mécénat par la nature et le montant des contreparties.

À la différence du mécénat, les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du « parraineur » dans un but commercial.

Le parrainage constitue une charge comptablement et fiscalement déductible. Ses modalités et son champ d'application sont définis par l'article 39-1-7° du code général des impôts (CGI).

2. Formes du mécénat et du parrainage

a. Mécénat

Pour les entreprises, le mécénat peut prendre trois formes : mécénat financier, mécénat en nature ou mécénat de compétence.

Ces trois formes peuvent être combinées dans une même opération. En revanche, un même projet précisément défini ne peut à la fois faire l'objet d'un mécénat de la part d'une entreprise et d'une transaction commerciale (échanges de biens et de services contre rémunération) avec la même entreprise s'il persiste un doute sur l'impartialité de Paris Musées, auquel cas une entreprise ne saurait être à la fois mécène et fournisseur ou prestataire sur un même projet.

Le mécénat financier est un don en numéraire, ponctuel ou faisant l'objet de versements successifs.

Le mécénat en nature ou de compétence consiste à apporter non pas des financements en numéraire mais des moyens (produits ou services) à la cause que l'entreprise mécène entend soutenir. L'évaluation du mécénat en nature (remise de biens, de produits ou de technologie) et du mécénat de compétence (mise à disposition de personnels avec leur savoir-faire) doit suivre deux règles :

- être effectué par celui qui aide ou qui donne (et non par l'organisme bénéficiaire),
- être estimé au regard de la perte d'argent que l'aide représente pour celui qui la fournit (et non au regard des dépenses évitées à l'organisme bénéficiaire). Il s'agit donc du coût exact supporté par l'entreprise à raison du don qu'elle effectue et non du manque à gagner.

Toute opération de mécénat de compétence doit faire l'objet d'une convention préalable comportant un chiffrage et un calendrier précis des prestations apportées par le mécène. Dans ce cadre, le versement de l'entreprise mécène doit être mentionné sans précision relative à la TVA (TTC ou HT). Paris Musées effectue un suivi régulier de la réalisation de l'opération et obtient du mécène une certification détaillée de la valorisation de celle-ci.

Dans le respect de l'esprit de la législation, Paris Musées concentre ses recherches de mécénat en nature ou de compétence sur des projets et activités présentant un caractère d'intérêt général culturel marqué. Les besoins relevant de l'administration générale doivent demeurer l'exception.

Pour les particuliers, le mécénat peut prendre la forme, toutes conditions étant par ailleurs remplies, de versements de sommes d'argent, de dons en nature, de versements de cotisations, de l'abandon de revenus ou de produits ou de la renonciation aux remboursements de frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité (sous réserve de l'absence de contrepartie).

Le mécénat en nature recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique.

Le mécénat de compétence évoqué pour les entreprises n'est pas reconnu en matière de mécénat des particuliers.

b. Parrainage

Le parrainage peut également revêtir les trois mêmes formes (en numéraire, en nature et de compétence). Le parrainage en nature ou de compétence est valorisé au prix commercial des prestations.

Lorsque le parrainage est effectué en numéraire, le bénéficiaire établit une facture relative à la prestation réalisée en contrepartie de la somme versée, avec mention de la TVA.

Lorsque le parrainage est effectué par la remise d'un bien et/ou l'exécution d'une prestation de service, cet acte s'analyse comme un échange. Le cas échéant, le bénéficiaire émet une facture d'un montant égal à celui du bien ou de la prestation fournie avec mention de la TVA au taux d'une opération publicitaire et l'entreprise partenaire émet une facture au titre de la fourniture du bien ou du service au taux de TVA qui lui est propre.

Une entreprise ne peut être à la fois parraineur et mécène d'un même projet.

3. Régime fiscal du mécénat

Fiscalement, ses modalités et son champ d'application sont définis :

- pour le mécénat des entreprises : par les articles 238 bis, 238 bis-0A, 238 bis-0 AB et 238 bis AB du Code Général des Impôts (CGI) ;
- pour le mécénat des particuliers : par les articles 200, 795 et 885-0 V bis A du CGI.

Le don consenti à un organisme éligible au mécénat n'est pas déductible fiscalement dès lors qu'il ouvre droit à réduction d'impôt, à l'exception du dispositif prévu à l'article 238 bis AB du CGI en faveur des entreprises, pour lequel le prix d'acquisition de l'œuvre constitue une charge fiscalement déductible.

Pour le mécénat des particuliers, Paris Musées délivre sur demande un justificatif au donateur (reçu fiscal) comportant toutes les mentions figurant sur le modèle de reçu fixé par arrêté du 26 juin 2008.

Pour le mécénat des entreprises, la délivrance de ce « reçu fiscal » est facultative. Il appartient toutefois à l'entreprise d'apporter la preuve qu'elle a effectué un don qui satisfait aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI.

4. Devoir de transparence

Paris Musées s'engage comme prévu statutairement à tenir à la disposition de son autorité de tutelle ou des membres du Conseil d'administration qui en feraient la demande le détail des contreparties obtenues par tout mécène, dans le respect des clauses de confidentialité auxquelles Paris Musées aurait accepté de souscrire à la demande de ses partenaires.

5. Formalisation des engagements au titre du mécénat

Paris Musées s'engage à rédiger une convention fixant les engagements réciproques des parties (objet de la convention, nature et montant du don, modalités du règlement, contreparties, le cas échéant, accordées, clairement définies et valorisées, communication, droits photographiques, résiliation, durée, litiges, élection de domicile...). La convention de mécénat doit être signée par le Président du Conseil d'administration de Paris Musées dans les conditions prévues par ses statuts.

6. Affectation des contributions

Paris Musées s'engage à utiliser l'intégralité de la contribution apportée par son partenaire dans le respect des clauses de la convention signée avec ce dernier. La convention peut ainsi également préciser que, si le don n'est pas intégralement utilisé dans le cadre de l'opération objet de la convention, le reliquat doit être affecté à d'autres actions culturelles menées par Paris Musées et éligibles au dispositif fiscal du mécénat.

7. Exclusivité

Sauf accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par un organisme bénéficiaire de mécénat.

8. Contreparties

Le mécénat suppose qu'un don, quelle que soit sa forme (versement en numéraire, remise d'un bien, prestation de service ou mise à disposition de personnels), procède d'une intention libérale de la part du donateur. En principe, l'organisme bénéficiaire ne doit accorder aucune contrepartie au donateur à raison du don effectué.

Toutefois, l'association du nom de l'entreprise mécène aux opérations réalisées par Paris Musées ne remet pas en cause l'intention libérale caractérisant le mécénat. Cette opportunité n'a toutefois pas vocation à admettre dans le cadre du mécénat les prestations publicitaires réalisées par les organismes bénéficiaires et qui relèvent des dispositions relatives au parrainage.

Toutes les contreparties matérielles et immatérielles doivent être identifiées dans le cadre de la convention de mécénat, y compris l'apposition du nom ou de la marque commerciale de l'entreprise mécène ou encore le nom ou le logotype de sa fondation, sur tout support d'information ou de communication.

Les contreparties matérielles sont valorisées au prix commercial pratiqué au public.

En conséquence, la valorisation des contreparties accordées par l'organisme devra être effectuée à la valeur pour laquelle elles auraient été commercialisées.

Le bénéfice du mécénat ne sera remis en cause que s'il n'existe pas une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation des contreparties rendues par l'organisme bénéficiaire des dons.

Dans un souci de traitement équitable de leurs partenaires et de transparence, les contreparties accordées aux mécènes sont soumises à l'approbation du Conseil d'administration.

9. Transparence et confidentialité dans les relations avec le partenaire

Dans le respect des principes développés ci-dessus, Paris Musées et le partenaire s'accordent sur la nature et la forme de la communication développée autour du projet faisant l'objet du partenariat. Le mécène s'engage à soumettre à Paris Musées pour validation expresse et préalable toute forme et tout support de communication concernant l'opération.

Paris Musées s'engage à respecter la confidentialité, sous réserve des obligations légales, réglementaires et comptables, de tous les documents et informations échangés avec ses partenaires dans la préparation ou l'exécution d'une convention.

Paris Musées garantit au partenaire une transparence totale sur le déroulement du projet et sur l'utilisation qui sera faite de sa contribution.

10. Spécificité des relations avec le mécène

Paris Musées s'engage à valoriser l'engagement de ses mécènes dans toutes les actions de communication relatives aux projets soutenus, et notamment dans les relations avec la presse et les médias.

Au-delà des engagements pris à cet égard par Paris Musées dans le cadre de conventions relatives à des projets spécifiques, la relation avec le mécène doit refléter le caractère de libéralité attaché à la notion de mécénat.

Il est rappelé que la valorisation de l'engagement du mécène ne doit pas s'apparenter à une prestation de publicité.

11. Restrictions relatives à la nature ou à la situation des partenaires et conflits d'intérêt

a. Législation sur la publicité du tabac et des alcools

Paris Musées veillera à ce qu'aucune action de mécénat ne se trouve en contradiction avec les lois en vigueur en France, et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools.

Le mécénat pour un fabricant de tabac est interdit dès lors que la marque de produits tabagiques est portée à la connaissance du public. En revanche, le nom de l'entreprise mécène, dès lors qu'il n'évoque pas une marque de tabac, peut être porté à la connaissance du public.

Les producteurs ou distributeurs de boissons alcooliques peuvent organiser des opérations de mécénat. Dans ce cas, le nom – et non une marque commerciale – de l'entreprise mécène, peut figurer sur les différents supports de communication.

b. Organisations politiques et syndicales

De même, Paris Musées s'engage à n'établir aucun accord avec des organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères.

c. Organisations à caractère religieux

Pour toute convention de mécénat avec des organisations à caractère religieux, Paris Musées s'engage à faire en sorte qu'aucune des contreparties qu'il serait amené à accorder ne puisse heurter la sensibilité personnelle de ses visiteurs ou de ses agents, et que ce contrat ne puisse être assimilé en aucune manière à une démarche de prosélytisme.

d. Situation fiscale, sociale et commerciale des partenaires

Le mécénat pouvant générer des avantages fiscaux, Paris Musées se réserve la possibilité de refuser la conclusion de toute convention de mécénat avec une personne physique ou morale pour laquelle un doute raisonnable existerait quant à la régularité de sa situation relative aux droits fiscal, social, commercial et de la concurrence ainsi qu'au droit pénal.

e. Réputation et légalité des activités des partenaires

D'une manière plus générale, le mécénat reposant sur le principe d'une association d'images institutionnelles entre deux partenaires, Paris Musées se réserve la possibilité de ne pas conclure d'accord de mécénat avec des partenaires pour lesquels il existerait un doute réel quant à la légalité

des activités exercées, ou qu'une association d'image avec lui puisse être préjudiciable à l'image de Paris Musées.

f. Incompatibilités

Dans le cadre d'une opération de mécénat, l'entreprise mécène ne peut en aucun cas exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services à l'occasion d'une mise à disposition d'espaces.

De même, Paris Musées n'autorisera aucune activité artistique dans le cadre d'une mise à disposition d'espaces, si celle-ci lui semble incompatible avec l'objet statutaire de Paris Musées ou avec son image.

g. Impartialité de Paris Musées

Paris Musées doit mettre tout en œuvre pour éviter qu'un mécène qui serait en passe de devenir son fournisseur ou son prestataire soit avantagé par rapport à d'autres opérateurs dans une procédure de mise en concurrence. De la même manière, pour certains projets particulièrement sensibles (par exemple, la mise en place d'un schéma de sécurité des œuvres de musée), Paris Musées se réserve la possibilité de refuser le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

Dans un esprit voisin, Paris Musées se réserve la possibilité de ne pas accepter le mécénat d'une entreprise qui participerait (ou aurait participé récemment) à une mise en concurrence préalable à la passation d'un marché public, que l'objet du mécénat éventuel ait un lien direct ou non avec l'objet du marché.

De même, Paris Musées se réserve la possibilité de ne pas recevoir du mécénat de la part d'entreprises opératrices sur le marché des œuvres d'art, de telle sorte que ne puisse jamais être mise en doute l'intégrité des transactions que Paris Musées pourrait être amené à conduire avec elles dans le cadre de sa politique d'acquisition d'œuvres d'art.

h. Relations entre personnels et partenaires

Conformément aux textes applicables à la fonction publique pour les agents titulaires ou non titulaires, il est rappelé que Paris Musées veille tout particulièrement à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Ainsi les agents de Paris Musées ne doivent en aucun cas accepter d'un mécène des cadeaux ou libéralités ayant pour but de favoriser leurs relations avec Paris Musées, ou pour les agents d'en tirer un avantage ou un profit personnel.

Toutefois Paris Musées peut être amené à facturer à son partenaire les heures supplémentaires dues à ses personnels pour l'organisation et le déroulement de manifestations prévues dans le cadre de la convention liant les deux parties. Ce type de prestations ainsi que les frais techniques afférents à l'organisation de ces manifestations doivent en règle générale faire l'objet de conventions spécifiques.

Les personnels concernés ne peuvent être mobilisés que sur la base du volontariat et ne pourraient être contraints à participer à un événement de relations publiques organisé par un mécène dont, pour des raisons personnelles, ils désapprouveraient les buts et missions.

12. Risque d'abus de bien social

Dans ses rapports avec les entreprises, Paris Musées prend toutes les dispositions possibles pour qu'à aucun moment ne puisse lui être reproché le fait d'avoir contribué à un abus de bien social, c'est à dire à un acte contraire ou sans rapport avec « l'intérêt de l'entreprise » avec laquelle il s'associe.

En conséquence, il s'assure que toute relation contractuelle avec une entreprise partenaire s'inscrira :

- soit dans le cadre du mécénat d'entreprise, donnant lieu à avantage fiscal selon les modalités définies aux articles 238 bis et 238 bis-0 AB du CGI, ainsi qu'à des contreparties d'image quantitativement limitées ;
- soit dans le cadre du parrainage, c'est à dire d'une dépense réalisée par l'entreprise en vue d'en tirer un bénéfice direct.

Dans le cas d'une opération de mécénat d'entreprise ou de fondation, la personne morale qui signe la convention et effectue le don à Paris Musées est seule bénéficiaire des contreparties octroyées.

Ainsi par exemple, Paris Musées veille à ce que la dénomination qu'il choisit de faire figurer sur des supports pérennes (cartel d'une œuvre, inscription sur une plaque, ...) ou temporaires (affiches, programmes d'information, dossiers de presse, bannières, ...) est bien celle de la personne morale qui lui verse les fonds, représentée par sa raison sociale, son logo, ou toute autre appellation notoirement représentative de l'identité de l'entreprise ou de son activité industrielle ou commerciale.

Les conditions détaillées de l'exercice de cette pratique de citation font l'objet de négociations à chaque fois particulières, mais toujours validées par le Conseil d'administration de Paris Musées.

13. Indépendance artistique et intellectuelle

Paris Musées est maître de son projet artistique, culturel, et intellectuel.

Une entreprise ou un particulier qui apporterait son soutien à un projet culturel dans le cadre d'une opération de mécénat ne saurait exiger d'intervenir sur le contenu artistique et intellectuel de ce projet.

14. Respect des bâtiments, des œuvres et des personnes

Paris Musées veillera à ce que les contreparties qu'il pourra être amené à accorder dans le cadre d'un accord de mécénat ne puissent en aucune manière mettre en péril la sécurité des bâtiments, des œuvres, de son personnel et des usagers.

15. Respect de l'image de Paris Musées

Paris Musées s'engage à ne pas s'associer avec une entreprise, une fondation ou un particulier susceptible de nuire à son image.

Paris Musées veille à ce que l'utilisation de son nom par les entreprises et fondations, dans le cadre de leur politique de communication, ne porte pas atteinte à son image ou sa réputation.

16. Respect de la propriété littéraire et artistique

Paris Musées est particulièrement attentif au respect des textes réglementant la propriété littéraire et artistique dans les engagements pris avec le mécène, notamment en matière de diffusion et de communication.

Si l'opération soutenue par un mécène inclut une création artistique ou littéraire, le titulaire des droits d'auteur doit être clairement identifié.

17. Appellation d'espaces

Paris Musées s'interdit de débaptiser un espace dont l'appellation serait « consacrée par l'histoire » pour lui donner le nom d'une entreprise ou d'un donateur individuel en remerciement d'un acte de mécénat particulièrement important.

Si un espace n'a pas d'appellation historique, l'autorité responsable de Paris Musées peut cependant donner à un espace le nom d'un donateur en remerciement d'un acte de mécénat particulièrement important, et ce pour une durée nécessairement limitée dans le temps.

18. Accessibilité des espaces

Paris Musées veille à ce que les contreparties qu'il est amené à accorder à une entreprise dans le cadre d'un accord de mécénat n'entraient en aucun cas l'accès du public.

Si cet accès devait néanmoins être temporairement perturbé ou interrompu, Paris Musées s'engage à déployer tous les moyens nécessaires pour informer le public sur la nature et la durée des restrictions d'accès.

19. Gêne visuelle ou sonore

Si, dans le cadre d'une opération de mécénat, Paris Musées était amené à accepter une contrepartie entraînant une gêne visuelle ou sonore conséquente pour son voisinage immédiat, Paris Musées s'engage :

- à tout faire pour en limiter la portée au maximum ;
- à en informer au préalable les instances représentatives du dit voisinage ;
- à mettre en œuvre les moyens d'information nécessaires quant à la nature et la durée de la gêne occasionnée.

20. Recours à des prestataires extérieurs dans la recherche de mécènes

Dans le cas où il serait fait appel à des prestataires extérieurs pour la recherche de mécènes, Paris Musées s'engage à régler les prestations de ceux-ci de manière forfaitaire, sur la base d'un cahier des charges détaillé, en ouvrant la possibilité d'un intéressement aux résultats dans le seul cas où les objectifs fixés au prestataire seraient dépassés.

DELIBERATION

N° 2022 – 103

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention de mécénat entre Paris Musées et le Crédit Municipal de Paris pour l'année 2023

LE CONSEIL,

- Vu le Code monétaire et financier, notamment les articles L.514-1 et suivants et D.514-1 et suivants ;
- Vu le projet de convention de mécénat entre Paris Musées et le CMP pour l'année 2023 ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris ;

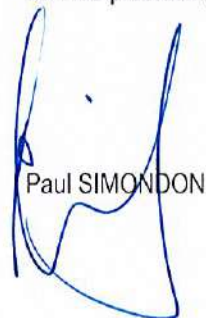
DELIBERE :

Article premier : La convention de mécénat pour l'année 2023, permettant le versement d'un don du Crédit Municipal de Paris à l'établissement public Paris Musées, dont le montant total est arrêté à la somme globale et forfaitaire de 160 000 euros, est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention de mécénat entre le Crédit Municipal de Paris et Paris Musées.

Article 3 : La convention de mécénat entre Paris Musées et le Crédit Municipal de Paris pour l'année 2023 est annexée à la présente délibération.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

**AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ET PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION
ENTRE
LE CREDIT MUNICIPAL DE PARIS ET PARIS&CO**

Entre les soussignés :

Le Crédit Municipal de Paris, établissement public administratif, ayant son siège social au 55, rue des Francs Bourgeois, 75181 Paris Cedex 04, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 267 500 007 et représenté par Frédéric MAUGET, agissant en qualité de Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé « **Le CMP** »

ET

PARIS ET COMPAGNIE, association dont le siège social est 157 Boulevard Macdonald 75019 PARIS, identifiée sous le numéro SIRET : 408 954 360 000 33, représentée par Loïc DOSSEUR, Directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **Paris&Co** »

D'autre part,

Ci-après désignées, séparément, une « **Partie** » et, ensemble, les « **Parties** ».

PREAMBULE :

Les Parties ont signé une Convention de Partenariat portant sur le projet « Le Swave », un programme de soutien et de stimulation de l'innovation dans les secteurs des technologies numériques dédiées à la finance. (Ci-après « la Convention »).

La première convention a été signée, au lancement de la plateforme « Le Swave ». La durée de la Convention était de 3 mois, à compter du 1^{er} Octobre 2017 jusqu'au 31 Décembre 2017.

Trois conventions ont ensuite été signées prolongeant la durée du partenariat jusqu'au 31 Décembre 2021.

La convention en date du 10 mai 2021 est arrivée à échéance le 31 décembre 2021, les Parties ont décidé de procéder à son renouvellement par voie d'avenant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1- DUREE DU PARTENARIAT

Les Parties décident de prolonger la convention en date du 10 mai 2021 pour une durée supplémentaire de 24 mois.

La Convention est donc renouvelée rétroactivement pour une année à compter du 1^{er} Janvier 2022 jusqu'au 31 Décembre 2023.

A l'issue de cette période elle pourra être reconduite pour une durée qui sera décidée en commun entre les Parties.

La reconduction se fera par un nouvel acte écrit signé des deux Parties.

Chacune des Parties pourra également résilier les présentes pour manquement grave de l'autre Partie aux dispositions contractuelles et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de quinze jours suivant une mise en demeure transmise à la Partie défaillante.

2- SUBVENTION DU CMP ET MODALITES DE VERSEMENT

Afin de soutenir Paris&Co dans son programme Le Swave, le CMP s'engage à verser une subvention de 20 000 € H.T. (Vingt mille Euros Hors Taxes) par an, pour la durée de la présente Convention.

Pour la première année, le CMP versera la subvention dans un délai de 30 jours à compter de la signature de la présente convention.

Pour la seconde année, le CMP versera la subvention en juin 2023.

2022 - 104

Le versement s'effectuera par virement aux coordonnées bancaires indiquées sur le RIB joint en Annexe 2.

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention demeurent inchangées.

- *Annexe 1 : Logo du CMP*
- *Annexe 2 : RIB Paris&Co*

Pour le Crédit Municipal de Paris

Frédéric MAUGET
Directeur Général

Paris&Co

Loïc DOSSEUR,
Directeur Général

2022 - 104

Annexe 1 : RIB Paris&Co

Relevé d'Identité Bancaire

 **CAISSE D'EPARGNE**
D'Auvergne et du Limousin

Cadre réservé au destinataire du relevé

Identification du compte pour une utilisation nationale							
18715	00200	08001211718				34	
c/Etabl.	c/guichet	n/compte				c/rib	
Domiciliation						BIC	
CAISSE D'EPARGNE D'Auvergne et du Limousin						CEPAFRPP871	
Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)							
FR76	1871	5002	0008	0012	1171	834	
Agence GRANDS COMPTES ALLIER EST				Intitulé du compte PARIS ET COMPAGNIE			
4 AVENUE VICTORIA 03200 VICHY TEL : 04.70.30.50.84				157 BOULEVARD MACDONALD 75019 PARIS			

Annexe 2 : Logo du Crédit Municipal de Paris



DELIBERATION

N° 2022 - 104

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n°1 à la Convention de partenariat et portant subvention entre Paris & Co et le Crédit Municipal de Paris en date du 10 mai 2021.

LE CONSEIL,

- Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L 514-1 et suivants et D 514-1 et suivants ;
- Vu le rapport du Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : L'avenant n°1 à la Convention de partenariat et portant subvention entre Paris & Co et le Crédit Municipal de Paris pour les années 2022 et 2023 est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer l'avenant n°1 à la Convention de partenariat et portant subvention entre Paris & Co et le Crédit Municipal de Paris, annexé à la présente délibération.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON



2022 - 105

CONVENTION DE PARTENARIAT ET PORTANT SUBVENTION
ENTRE
LE CREDIT MUNICIPAL DE PARIS
ET
L'ÉCOLE DU BREUIL

Entre les soussignés,

Le Crédit Municipal de Paris, Etablissement Public Administratif, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 267 500 007, dont le siège social est situé au 55 rue des Francs Bourgeois 75181 PARIS CEDEX 04, représenté par Frédéric MAUGET, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « CMP »,

Et

L'Ecole du Breuil

Située Route de la ferme, Bois de Vincennes, 75012 Paris
Représentée par son Directeur, Léon GARAIX

Ci-après dénommée « L'Ecole du Breuil »

L'Ecole du Breuil et le Crédit Municipal de Paris seront ci-après chacun individuellement désignés la "**Partie**" ou collectivement désignés les "**Parties**".

Préambule

- Le **Crédit Municipal de Paris** exerce depuis le 17^{ème} siècle son activité de prêt sur gage. Il est un établissement public municipal de crédit et d'aide sociale rattaché à la Ville de Paris. Des activités liées à l'accompagnement budgétaire des Parisiens et Franciliens se sont développées : épargne solidaire, microcrédit personnel, prévention du surendettement, etc. Parallèlement, l'établissement a développé sa gamme de services liés à l'objet : ventes aux enchères, expertise et conservation d'œuvres d'art. Le Crédit Municipal propose aujourd'hui des services pour une clientèle variée et inscrit son action dans l'Economie Sociale et Solidaire.
- Placé au cœur du 4^{ème} arrondissement de Paris, le Crédit Municipal de Paris est propriétaire d'un ensemble immobilier situé 55 rue des Francs-Bourgeois.

- A Paris, au cœur du Bois de Vincennes, **l'Ecole du Breuil** offre depuis 150 ans l'un des plus grands domaines horticoles urbains entièrement consacrés à l'enseignement. Un jardin de 10 hectares, combinés aux 13 ha de l'arboretum, forme un plateau technique unique qui accueille chaque année plus de 300 élèves en formation initiale, par voie scolaire et en apprentissage, de la seconde au Master 2. Historiquement service intégré à la Ville de Paris, autonome depuis trois ans, l'Ecole conserve aujourd'hui un lien privilégié avec cette collectivité en tant qu'Etablissement Public Local.

Lycée professionnel, centre de formation d'apprentis (CFA) et organisme de formation pour adultes, l'école allie une grande expertise technique à une approche innovante du végétal dans l'espace urbain. Les modules de formation continue et les conférences de l'Ecole Du Breuil sont accessibles aux agents de la Ville de Paris mais aussi aux professionnels du paysage et de l'horticulture, et bénéficient à 2000 personnes chaque année. Ouvert au grand public, le Domaine accueille également en cours plus de 800 passionnés de jardinage par an.

Soucieuse de former ses élèves au plus près des attentes du monde professionnel, et de participer à la montée en compétence des professionnels sur les questions environnementales, elle fait évoluer en permanence son offre de formation pour répondre aux évolutions sociétales, et aux besoins des entreprises.

Dans le cadre de leur scolarité, pour compléter leur apprentissage par des travaux pratiques illustrant les attendus de leurs référentiels de formation, ses élèves mènent des chantiers pédagogiques pour le compte de structures publiques et privées en réflexion sur des projets de végétalisation à venir.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet du partenariat :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de collaboration entre les parties, pour la réalisation d'un projet pédagogique par les élèves de BTS2 de l'Ecole Du Breuil encadrés par leur enseignant, M. Philippe Gautier, pour la végétalisation de la cour Framboisier de Beaunay de l'ensemble immobilier du Crédit Municipal de Paris sur l'année scolaire 2022-2023.

Effectivement, le Crédit Municipal de Paris réfléchit à une mise en valeur de sa cour principale d'un point de vue esthétique afin d'en améliorer l'attractivité mais également accroître le confort des visiteurs et usagers de la cour, qu'ils la traversent simplement ou qu'ils s'attardent sur les bancs disposés autour de la fontaine.

Article 2 : Actions couvertes par cette convention

Les actions couvertes par cette convention se déroulent en trois phases :

1^{ère} phase :

- Conception paysagère de la cour Framboisier de Beaunay avec la classe de BTS2 : travail en binôme ;
- Esquisse en plan avec proposition de palette végétale et de détail technique.

2nde phase (optionnelle) :

Réalisation d'un chantier école de plantations.

- Achat des végétaux à la charge du Crédit Municipal de Paris ;
- Aide du service technique du Crédit Municipal de Paris pour le Gros œuvre (terrassement et apport de terre).

3^{ème} phase (optionnelle) :

Vectorisation d'un ou plusieurs propositions de projets choisis, au format Autocad (DWG), qui pourra le cas échéant servir de base pour tout projet de prestation d'un BET ou d'une entreprise qui serait commandée par la suite, par le Crédit Municipal de Paris.

Chacune de ces phases donnera lieu à une restitution par les élèves de leurs travaux, sur place et/ou dans le cadre d'une exposition des projets à l'Ecole du Breuil et en présence des personnes référentes au Crédit Municipal de Paris pour le suivi du projet.

Article 3 : Engagements de L'Ecole du Breuil

L'Ecole du Breuil s'engage, sans obligation de résultat, à donner toutes les informations requises à ses élèves pour qu'ils livrent le travail (au niveau BTS) dans le cadre de leur cursus, conformément au référentiel pédagogique de leur formation et dans le temps imparti au projet, en concertation entre les parties. Elle rendra compte de l'avancée de ses travaux au Crédit Municipal de Paris.

Article 4 : Engagements du Crédit Municipal de Paris

Le Crédit Municipal de Paris s'engage à accueillir les élèves et l'équipe d'encadrement de l'Ecole Du Breuil aussi souvent que de besoin pour le bon déroulement du chantier, au regard des travaux envisagés et des objectifs pédagogiques abordés.

- Il facilitera l'accès des élèves et des personnels de l'Ecole au site, aux horaires et dans les conditions convenues en amont ;
- Il accompagnera toute visite de site, séquence d'observation, ou de diagnostic pour expliquer aux élèves les enjeux et les attendus du chantier.
- Il leur réservera un accueil convivial, et conforme au respect dû aux professionnels intervenant dans le cadre de leur pratique. L'apprentissage de la relation « client » faisant en effet partie intégrante du processus pédagogique. La reconnaissance de leur valeur professionnelle en sera d'autant marquée ;
- Une solution de restauration sera offerte aux élèves et au personnel d'encadrement à midi, pour leur permettre de ne pas apporter avec eux de déjeuner et de ne pas avoir à déboursier un repas (usuellement les élèves déjeunent à la cantine ou sur le lieu de travail de leur entreprise pour les apprentis, mais pas à l'extérieur et il serait souhaitable qu'ils n'aient pas à prévoir cette dépense).

Article 5 : Modalités financières / subvention :

Le Crédit Municipal de Paris s'engage à verser la somme de 5 000 euros à l'Ecole du Breuil au titre :

- Du dédommagement de l'Ecole pour les coûts engagés dans ce chantier (temps de travail de l'équipe d'encadrement, frais de déplacement et d'organisation du projet, logistique & transport, amortissement des outils et matériels...) ;
- Des propositions élaborées par les élèves dans le cadre de cette réflexion pédagogique, livrées au Crédit Municipal de Paris sans obligation de résultat mais dans toute leur diversité et qui formeront une base de réflexion et de conseil pour tout projet ultérieur de végétalisation confié à des entreprises du paysage.

Article 6 : Assurance

L'Ecole du Breuil est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité et celle des élèves intervenant au sein du Crédit Municipal de Paris. Elle s'engage à maintenir cette assurance pendant toute la durée de la convention.

Article 7 : Communication – engagements respectifs des partenaires

Les parties font état de leur collaboration dans leurs outils de communication et peuvent mettre en œuvre des actions communes pour assurer la visibilité du partenariat. Ces actions sont au préalable approuvées par l'ensemble des parties. Les marques, logos, et tous autres signes distinctifs appartenant à chacune des Parties ne peuvent être reproduits et représentés par l'une des Parties que dans le cadre strict de la présente Convention et sous réserve de l'accord préalable de l'autre Partie.

Chaque partie s'engage à mentionner le nom de l'autre si elle entreprend toute action de communication relative à la présente convention.

Article 8 : Durée de la convention / modification

Le présent partenariat est conclu pour la durée du chantier pédagogique durant l'année scolaire 2022-2023. La présente convention peut être révisée à tout moment, d'un commun accord entre les parties, par voie d'avenant.

Article 9 : Droit applicable / litige

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de différend concernant l'exécution de la présente, les parties conviennent de résoudre d'abord celui-ci par voie amiable.

Toute difficulté relative à l'application ou à l'interprétation des documents contractuels liant les parties, sera soumise, à défaut d'accord amiable, au tribunal administratif de Paris.

A Paris, le

Pour le Crédit Municipal de Paris,

Pour L'Ecole du Breuil,

Le Directeur général, Frédéric MAUGET

Le Directeur, Léon GARAIX

DELIBERATION

N° 2022 - 105

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention de partenariat et portant subvention entre l'Ecole du Breuil et le Crédit Municipal de Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris ;

DELIBERE :

Article premier : La convention de partenariat entre l'Ecole du Breuil et le Crédit Municipal de Paris et portant subvention d'un montant de 5 000 € à l'Ecole du Breuil est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention de partenariat et portant subvention entre l'Ecole du Breuil et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : La convention de partenariat et portant subvention entre l'Ecole du Breuil et le Crédit Municipal de Paris est annexée à la présente convention.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

AVENANT n°3 A LA CONVENTION FINANCIERE ENTRE LE FASTT ET LE CMP

Entre d'une part,

Le Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT), représenté par son Président Monsieur Emmanuel MAILLET, dont le siège social est situé 24 rue de Clichy 75009 PARIS,

Ci-après dénommé « le FASTT »,

Et d'autre part,

Le Crédit Municipal de Paris, Etablissement Public Administratif, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 267 500 007, dont le siège social est situé au 55 rue des Francs Bourgeois 75181 PARIS CEDEX 04, représenté par Frédéric MAUGET, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « CMP »,

PREAMBULE

Vu la convention financière en date du 25 juin 2020 entre le CMP et le FASTT,

Vu l'avenant n°1 à la convention financière en date du 1^{er} juin 2021

Vu l'avenant n°2 à la convention financière en date du 9 décembre 2021

Les parties ont décidé de proroger la convention initiale susvisée pour une nouvelle durée de 1 an.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET

Le présent avenant a pour objet de proroger pour une durée de 1 an la convention financière initiale susvisée et de renouveler le soutien financier du FASTT au CMP pour l'année 2023.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU FASTT

Afin d'apporter son soutien au dispositif du CMP pour l'année 2023, le FASTT s'engage à verser au CMP la somme de 25 000 € (vingt-cinq mille euros).

Le versement aura lieu à la signature du présent avenant et s'effectuera par virement.

ARTICLE 3 – DUREE

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention initiale. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 et prendra fin le 31 décembre 2023.

Les clauses de la convention initiale et de ses avenants qui ne sont pas impactées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

**Le Directeur général
du Crédit Municipal de Paris
Frédéric MAUGET**

**Le Président
du FASTT
Emmanuel MAILLET**

DELIBERATION

N° 2022 - 106

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n°3 à la convention financière entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire et le CMP

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

DELIBERE :

Article premier : L'avenant n°3 à la convention financière entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) et le Crédit Municipal de Paris pour l'année 2023 est approuvé.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer l'avenant n°3 à la convention financière entre le FASTT et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : L'avenant n°3 à la convention financière entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) et le Crédit Municipal de Paris pour l'année 2023 est annexé à la présente délibération.

Le Vice-président,


Paul SIMONDON

AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE FASTT ET LE CMP

Entre d'une part,

Le Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT), représenté par son Président Monsieur Emmanuel Maillet, dont le siège social est situé 24 rue de Clichy 75009 PARIS,

Ci-après dénommé « le FASTT »,

Et d'autre part,

Le Crédit Municipal de Paris, Etablissement Public Administratif, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 267 500 007, dont le siège social est situé au 55 rue des Francs Bourgeois 75181 PARIS CEDEX 04, représenté par Frédéric MAUGET, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « CMP »,

PREAMBULE

Vu la convention de partenariat en date du 25 juin 2020 entre le CMP et le FASTT ;

Vu l'avenant n°1 à la convention de partenariat en date du 4 mai 2021 ;

Vu l'avenant n°2 à la convention de partenariat en date du 9 décembre 2021 ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : - Le présent avenant a pour objet de proroger pour une nouvelle durée de 1 an la convention de partenariat en date du 25 juin 2020.

ARTICLE 2 :

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention initiale. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 et prendra fin le 31 décembre 2023.

Les clauses de la convention initiale et de ses avenants qui ne sont pas impactées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

**Le Directeur général
du Crédit Municipal de Paris
Frédéric MAUGET**

**Le Président
du FASTT
Emmanuel MAILLET**

DELIBERATION

N° 2022 - 107

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n°3 à la convention de partenariat entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire et le CMP

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

DELIBERE :

Article premier : L'avenant n°3 à la convention de partenariat entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) et le Crédit Municipal de Paris pour l'année 2023 est approuvé.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer l'avenant n°3 à la convention de partenariat entre le FASTT et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : L'avenant n°3 à la convention de partenariat entre le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) et le Crédit Municipal de Paris est annexé à la présente délibération.

Le Vice-président,


Paul SIMONDON

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE PIMMS PARIS ET LE CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

Entre

Le Crédit Municipal de Paris, représenté par son Directeur Général, Frédéric MAUGET, 55, rue des Francs Bourgeois 75181 PARIS CEDEX 04, ci-après dénommé le « CMP »,

d'une part

et

L'association PIMMS de Paris, représenté par Thierry EVE, président, dont le siège social est situé 181 avenue Daumesnil 75012 PARIS, ci-après dénommé le PIMMS de Paris

d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Crédit Municipal de Paris

Le Crédit Municipal de Paris (CMP), en tant qu'établissement communal de crédit et d'aide sociale développe plusieurs services pour accompagner les personnes en situation de fragilité financière.

Dans ce cadre, le CMP anime deux plateformes, le Microcrédit Personnel et la Prévention du Surendettement, pour répondre aux besoins de financement et aux situations de mal endettement de ces publics. Ces deux dispositifs ont la particularité de réunir une équipe salariée et bénévole, tournée autour de l'accueil et l'accompagnement des personnes qui les sollicitent. Dans une logique de point d'entrée unique, articulant en un même lieu le maximum de compétences, le CMP s'associe à la démarche des Points Conseil Budget (PCB). Le CMP est labellisé Point Conseil Budget depuis le début de l'expérimentation de la démarche PCB en 2016. Ce label a été renouvelé en 2019 puis 2022 pour trois nouvelles années.

Le Point d'Information et de Médiation Multi Services Paris - PIMMS Paris

L'association PIMMS de Paris, créée en mai 2004, par la volonté de la Ville de Paris, de l'Etat, d'entreprises publiques ou délégataires de service public et d'associations, a pour but fondamental de

2022 - 108

faire vivre la médiation sociale, dans son esprit et avec ses principes, pour faciliter et apaiser les relations humaines au sein de la société.

La poursuite de ce but se traduit aujourd'hui par quatre missions principales

- Aider des personnes fragiles à trouver des solutions concrètes à certaines de leurs difficultés,
- Faciliter l'accès des populations aux services publics et aux droits sociaux,
- Contribuer à la lutte contre la précarité et au mieux vivre ensemble,
- Créer des emplois et des parcours de professionnalisation vers l'emploi durable et qualifié.

L'Association a créé des Points d'Information Médiation Multi Services dans plusieurs quartiers de Paris pour y développer des actions de médiation répondant aux besoins spécifiques des partenaires adhérents de l'association :

- ✓ En octobre 2004 : le PIMMS Paris Nord Ouest
- ✓ En février 2006 : le PIMMS Paris Est,
- ✓ En février 2007 : le PIMMS Paris Nord Est
- ✓ En juillet 2007 : le PIMMS Paris Sud
- ✓ En septembre 2007 : le PIMMS Paris Sud Est

Elle y développe des actions de médiation répondant aux besoins spécifiques des partenaires adhérents de l'association.

Les PIMMS sont des lieux d'accueil et d'écoute du public, vivants et ouverts, implantés dans le quartier, dont l'accès est libre à tous et sans exclusivité. Mais ce sont aussi des relais d'information, d'accompagnement, d'aide à la prévention et à la résolution des difficultés administratives et financières rencontrées par les habitants. Les PIMMS sont des relais actifs de la médiation pour prévenir toutes les situations d'exclusion. Ils facilitent ainsi l'utilisation des services des entreprises et organismes partenaires.

Les PIMMS ont également l'ambition de créer des emplois et favoriser l'intégration professionnelle de personnes rencontrant des difficultés dans l'accès à l'emploi.

L'activité de médiation sociale de l'association PIMMS de Paris est réalisée conformément à la norme XP X 60-600 de médiation sociale qui définit celle-ci comme « un processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente, à travers l'organisation d'échanges entre les personnes ou les institutions, de les aider à améliorer une relation ou de régler un conflit qui les oppose. »

Le PIMMS de Paris facilite les relations entre les parisiens et les entreprises de service public et l'administration par des actions de médiation sociale qui consistent à expliquer les courriers et les factures, à aider à remplir les formulaires, à conseiller dans les démarches, à aider à rétablir le contact, à orienter vers le bon service...

Le PIMMS de Paris assure « l'ouverture des droits sociaux » des personnes orientées dans le cadre de la démarche PCB. C'est aussi l'interlocuteur des fournisseurs d'énergie pour résoudre la question des impayés de gaz ou d'électricité.

En 2016, le Crédit Municipal de Paris et l'association PIMMS de Paris se sont engagés dans l'expérimentation des Points Conseil Budget (PCB) et ont renforcé leur collaboration pour la réussite de

2022 - 108

cette expérimentation. Depuis 2019, l'expérimentation PCB s'est généralisée et le CMP comme un des sites de l'association PIMMS de Paris (le PIMMS Paris Est) sont labellisés PCB. La présente convention précise et renforce les collaborations et les orientations entre les deux structures pour la réussite de ce projet.

Pour le champ de compétences du CMP, la logique PCB permet d'articuler, à partir du diagnostic de la situation financière de la personne, toutes les actions en faveur d'un retour à l'équilibre :

- accueil, information et orientation le cas échéant ;
- accompagnement budgétaire et sensibilisation à l'ouverture de droits ;
- instruction d'un dossier de microcrédit ;
- intervention auprès des créanciers (négociation, remise gracieuse, délai de grâce...) ;
- explication de la procédure de surendettement, aide au dépôt et suivi pendant l'instruction du dossier puis après le prononcé de la décision définitive.

Ainsi exposé, il est convenu ce qu'il suit :

ARTICLE I. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre et les conditions du partenariat des parties signataires en vue d'améliorer l'accueil des personnes en situation de fragilité financière et en développant les orientations réciproques entre les parties .

ARTICLE II. ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION PIMMS DE PARIS

Le PIMMS de Paris s'engage :

- à recevoir les personnes adressées par le service « Accompagnement budgétaire et innovation sociale », lorsque l'orientation a été réalisée à bon escient, notamment afin de permettre aux personnes :
 - o de connaître et de bénéficier des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité,
 - o de mettre en place avec les fournisseurs d'énergie des échelonnements de paiement pour les factures de gaz et d'électricité, et ainsi éviter les coupures,
 - o de bénéficier de conseils pour faire des économies d'énergie (éco-gestes) et réduire sa facture,
 - o de connaître et d'être orienté pour les aides possibles au paiement des factures d'énergie (Fond Solidarité pour le Logement (FSL), Paris Energie Familles, ...),
 - o de connaître et d'être orienté pour bénéficier des aides sociales (RSA, aides facultatives des CCAS, aides au logement ...), de la Complémentaire Santé Solidaire (ex. CMU-C et ACS) et de l'AME ou utiles au paiement de son loyer,
 - o de rédiger une première demande ou un renouvellement de demande de logement social, de rédiger un dossier DALO ou DAHO, de rédiger une demande de logement en foyer de jeunes travailleurs ou de travailleur migrant, ...
 - o de connaître et de monter un dossier pour accéder au PAM 75 pour les personnes âgées et/ou handicapées,

2022 - 108

- de réaliser son actualisation mensuelle Pôle Emploi,
 - d'imprimer des documents et des attestations à partir du site Pôle Emploi,
 - de connaître et d'être orienté vers les structures qui peuvent accompagner à la recherche d'emploi (Pôle Emploi, Maisons De l'Entreprise et de l'Emploi (MDEE), Espaces parisiens d'Insertion (EPI), Mission Locale, ...),
- à informer ses usagers des missions et des compétences du Crédit Municipal de Paris et à faciliter le contact (remise de documentation, prise de rendez-vous ...);
 - à faire bénéficier le Crédit Municipal de Paris (salariés, bénévoles ...) de la richesse de son réseau partenarial (entreprises, associations, institutions ...);
 - à communiquer sur l'adhésion du Crédit Municipal de Paris à l'association PIMMS de Paris sur ses supports de communication (site internet, plaquettes, affiches ...);
 - à utiliser des produits, outils et messages de communication communs et validés par le CMP;
 - à participer à des programmes de formation et de sensibilisation aux problématiques budgétaires;
 - à proposer aux équipes de la direction « Accompagnement budgétaire et innovation sociale » des programmes de sensibilisation/immersion à ses activités;
 - à transmettre à ses adhérents et/ou à ses publics cibles tout élément d'information qui pourrait leur permettre de mieux appréhender les dispositifs et leurs évolutions;

Mais aussi à :

- animer une fois par trimestre un atelier intitulé «Eco-gestes » dans les murs du Crédit Municipal de Paris. Ces ateliers s'articulent autour de 3 axes :
 - comprendre sa facture
 - apprendre les gestes qui permettent de moins dépenser d'énergie
 - jeu de plateau EDF
- à orienter vers le CMP les parisiens en difficultés budgétaires qu'il détecte, lorsque la situation ne relève plus de la compétence de ses médiateurs sociaux (notamment pour les demandes de micro crédit personnel et les montages dossiers de surendettement)
- à transmettre au CMP tout élément statistique nécessaire à l'évaluation du dispositif
- à désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du CMP :

Nom :	Paula LLERAS
Téléphone :	01 44 67 27 03
Adresse email :	direction.paris@pimms.org

ARTICLE III. **ENGAGEMENTS DU CMP**

Le CMP s'engage :

- à recevoir les personnes adressées par le PIMMS de Paris lorsque l'orientation a été réalisée à bon escient;
- à orienter vers le PIMMS de Paris les personnes dont l'évaluation a révélé une difficulté pour laquelle le PIMMS est compétent;

2022 - 108

- à orienter vers le PIMMS de Paris les personnes qui le sollicitent pour mener à bien une médiation avec un fournisseur d'énergie partenaire ;
- à orienter vers le PIMMS de Paris les personnes qui pourraient avoir besoin d'accompagnement pour l'ouverture de droits ;
- à proposer au personnel du PIMMS des programmes de formation et de sensibilisation aux problématiques liées au budget ;
- à répondre aux sollicitations techniques émises par le personnel du PIMMS pour toute question relative au surendettement et au microcrédit personnel ;
- à adhérer à l'association PIMMS de Paris et à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour participer aux rencontres statutaires de l'association ;
- à désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du PIMMS Paris :

Nom	Camille PAMIES
Téléphone	06 12 45 57 43
Adresse email	cpamies@creditmunicipal.fr

- à soutenir l'association PIMMS de Paris dans sa mission d'accompagnement de ses salariés vers l'emploi durable. Ce soutien pourra se faire par l'aide au développement des compétences et des connaissances des salariés (formations, conseils, ...) et par l'accueil en immersion de salariés qui seraient intéressés pour découvrir cet environnement professionnel et ainsi construire leur projet.

ARTICLE IV. **MOYENS MOBILISES – BILANS DES ACTIONS**

Chacune des parties s'engage à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention.

En outre, le PIMMS informera régulièrement le CMP des moyens mobilisables en précisant la zone géographique concernée, et réciproquement.

Il sera fait un retour détaillé par les 2 parties, tous les ans, des orientations effectuées dans le cadre de cette convention. Ce reporting devra comporter au minimum les informations suivantes : N° de suivi (pour respecter l'anonymat) et nombre total de RDV/contacts autre/aides aux démarches ultérieurs réalisés pour le compte de la personne. Une fiche d'orientation pourra servir de support à ce recueil de données.

ARTICLE V. **COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS FINANCIERES**

Le Crédit Municipal de Paris s'engage à verser une cotisation d'adhésion et une contribution dont le montant est convenu par la présente convention. La contribution constitue une participation aux frais engagés au titre du présent partenariat pour :

2022 - 108

- l'organisation d'évènements grand public (ex. stand à l'occasion de la fête des PIMMS) et d'évènements liés aux rencontres entre les autres membres du PIMMS (par exemple : conseils d'administration, groupes de travail, évènement anniversaire...) ;
- la mise en place de l'orientation réciproque des publics autour de la démarche PCB ;
- la communication autour des activités du PIMMS permettant de donner de la visibilité au partenariat.

La contribution est acquittée en une seule fois après appel de contribution établi et adressé par l'association PIMMS de Paris chaque année au Crédit Municipal de Paris.

Pour l'année 2022, l'adhésion s'élève à 5.000€ (cinq mille euros) et la participation s'élève à 3.000€ (trois mille euros).

La participation financière du CMP aux frais engagés pour le présent partenariat chaque année n'est pas automatique.

Pour les années suivantes, le montant de l'adhésion et de la participation financière seront rediscutés entre les parties et définis le cas échéant par voie d'avenant à cette convention.

ARTICLE VI. INFORMATION – PROMOTION

Les parties s'engagent à faire mention du partenariat, objet de cette convention, sur tous les documents d'information et de communication s'y afférant.

2022 - 108

ARTICLE VII. DURÉE, RÉVISION, RÉSILIATION

8.1 Durée

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et s'achève le 31 décembre 2024.

8.2 Révision

La présente convention peut être révisée à tout moment, d'un commun accord entre les parties, par voie d'avenant.

8.3 Résiliation

La présente convention peut être résiliée dans les conditions suivantes :

- unilatéralement, et pendant la période définie au paragraphe 8.1 de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une quelconque des parties, sous réserve du respect d'un préavis de 3 (trois) mois notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre de la présente convention,
- en cas d'inexécution ou de violation par l'une des parties, de l'une quelconque des stipulations de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement par l'autre partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE VIII. ARTICLE X : DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE

La présente convention est régie par le droit français et ce, aussi bien pour les règles de fond que pour les règles de forme.

En cas de différend concernant l'exécution de la présente, les parties conviennent de résoudre d'abord celui-ci par voie amiable.

Toute difficulté relative à l'application ou à l'interprétation des documents contractuels liant les parties, sera soumise, à défaut d'accord amiable, au tribunal administratif de Paris.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Paris, le

Le PIMMS
Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Le CMP
Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

DELIBERATION

N° 2022 - 108

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention de partenariat pluriannuelle et portant subvention entre le CMP et le PIMMS Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général ;

DELIBERE :

Article premier : La convention de partenariat pluriannuelle et portant subvention d'un montant de 3 000 euros au PIMMS de Paris est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention entre le Crédit Municipal de Paris et le PIMMS de Paris.

Article 3 : La convention de partenariat pluriannuelle et portant subvention entre le Crédit Municipal de Paris et le PIMMS Paris est annexée à la présente convention.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

CONVENTION PARTENARIALE POUR UN PROGRAMME D'EDUCATION FINANCIERE 2022.165

PREAMBULE :

FINANCES & PEDAGOGIE est une association à but non lucratif qui a pour objet d'apporter dans un but d'intérêt général une formation et une sensibilisation à tout public sur les domaines touchant à la relation à l'argent, à l'éducation budgétaire, à l'utilisation des moyens de paiement et par extension à l'ensemble des problèmes liés au patrimoine des ménages.

Lien entre l'individu et le monde bancaire, Finances & Pédagogie développe depuis de nombreuses années des actions de prévention et d'éducation destinées à favoriser le bon usage des mécanismes financiers dans la plupart des situations de la vie quotidienne.

CMP est un établissement dont le cœur de métier est tourné vers le prêt sur gage. En marge de ces activités principales, le CMP développe une activité autour du microcrédit et de l'accompagnement budgétaire auprès des clients fragiles.

Les bénévoles et salariés répondent aux différentes demandes des particuliers microemprunteurs et aux personnes endettées.

Fortement impliqués dans de nombreuses questions liées à l'information et à l'éducation des particuliers, et partageant des objectifs communs de prévention, FINANCES & PEDAGOGIE et CREDIT MUNICIPAL DE PARIS souhaitent réaliser un programme d'éducation pour une meilleure inclusion financière à destination des personnes en difficultés.

Ce programme de sensibilisation s'inscrit dans une stratégie commune d'accompagnement dans le cadre de l'intérêt général et ne relève pas de la formation dite professionnelle.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Dénomination Finances & Pédagogie
Siège social 5 rue Masseran - 75007 PARIS
SIRET - APE 78431486600038 - 9499Z
Représentée par Patrice CROS
En qualité de Directeur
Tél. - Fax 01 58 40 42 00 - 01 58 40 49 50
Email patrice.cros@finances-pedagogie.caisse-epargne.fr

Ci-après dénommée « F&P »

ET

Dénomination CREDIT MUNICIPAL DE PARIS
Siège social 55 RUE DES FRANCS BOURGEOIS - 75181 PARIS CEDEX 04
SIRET - APE 26750000700013 - 6419Z
Représenté(e) par MAUGET FREDERIC
En qualité de DIRECTEUR GENERAL
Tél. 01 44 61 00 00
Email fmauger@creditmunicipal.fr

Ci-après dénommé(e) « LE PARTENAIRE »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir un programme d'actions éducatives budgétaires et financières à destination des personnes accueillies au sein du PARTENAIRE et qui sont en situation de fragilité et de difficultés économiques et financières.

Ce programme élaboré en commun est joint à la présente convention.

Article 2 - Engagements réciproques

Pour mener à bien ce programme éducatif, F&P s'engage :

- à dédier un collaborateur dont l'expertise en matière d'éducation budgétaire et financière est reconnue,
- à remettre aux participants, des supports pédagogiques sur les thèmes traités.

Pour l'organisation des interventions, Finances & Pédagogie, désigne un collaborateur dont la situation est conforme à la réglementation contenue dans le code du Travail.

Pour mener à bien ce programme éducatif, LE PARTENAIRE s'engage :

- à mettre à la disposition de F&P, les matériels, locaux et services nécessaires au bon déroulement du programme en présentiel,
- à réunir un nombre suffisant de participants volontaires,
- à être présent durant les interventions.

Article 3 - Modalités financières

Dans le cadre de la présente convention, LE PARTENAIRE s'engage à verser à F&P, une participation financière de 1181 euros, incluant une partie des charges inhérentes au projet et correspondant à une quote-part des dépenses prévisionnelles à engager par F&P pour la réalisation du programme éducatif.

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties que F&P s'engage à utiliser la présente participation financière uniquement pour les fins de la réalisation du programme, et ce, jusqu'à l'échéance de la convention.

LE PARTENAIRE s'engage à verser, à la réception d'un appel de fonds, la participation financière par chèque ou par virement bancaire sur le compte Caisse d'Epargne Ile-de France dont les coordonnées sont les suivantes IBAN : FR76 1751 5900 0008 4999 8430 450 - BIC : C E P A F R P P 7 5 1.

Article 4 - Programmation calendaire et durée

Le programme éducatif se déroulera aux dates indiquées en annexe.

La présente convention est conclue à compter de ce jour pour la durée de la réalisation du programme, qui prendra fin au plus tard le 31/12/2023

Article 5 - Suivi et évaluation

Les aspects quantitatifs et qualitatifs (nombre de participants, nombre d'interventions, niveau de satisfaction etc...) seront suivis à chaque session. Une évaluation globale de l'action pourra être effectuée à l'issue du programme.

Article 6 - Litiges

Si un litige intervient à l'occasion de l'exécution et/ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de règlement amiable relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Fait à PARIS, en deux seuls exemplaires originaux, le 17/10/2022

Pour F&P,
Patrice CROS,
Directeur.

Pour LE PARTENAIRE,
MAUGET FREDERIC,
DIRECTEUR GENERAL.

**ANNEXE A LA CONVENTION PARTENARIALE
POUR UN PROGRAMME D'EDUCATION FINANCIERE
ENTRE
FINANCES & PEDAGOGIE
ET
CREDIT MUNICIPAL DE PARIS**

Collaborateur F&P en charge du programme :	BENARD Vincent
Collaborateur partenaire en charge du programme :	CHEKKOURI NADIA
Calendrier du projet :	année 2023
Nombre de sessions éducatives :	10
Durée des sessions :	De 2 à 3 heures
Nombre mini de personnes par session programmée :	5
Nombre maxi de personnes par session programmée :	15
Typologie du public (jeunes en difficulté, adultes en difficulté, personnes protégées, détenus etc...) :	Adultes en difficultés
Thématiques privilégiées :	L'argent dans la vie Banque d'aujourd'hui, banque de demain
Type de supports distribués :	Organiser son budget-Fiche La relation banque client-Fiche Je fais mes comptes

BUDGET RELATIF AU PROGRAMME D'EDUCATION FINANCIERE EN PARTENARIAT AVEC CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

Nombre de sessions éducatives : 10
Nombre de personnes à rencontrer : 150
Nombre de supports distribués : 450

Etape de l'action	Intitulés	Charges directes relatives à l'action	Montant de la participation financière	Participation aux charges en %	Détails
1	Mise en place et préparation des actions - prod. et remise fiches pédagogiques - frais de déplacements - correspondant régional - personnel administratif et financier	1210 0 10 1125 75	121	10%	1 déplacement rencontre partenaire 2 jour(s) homme (mise en place et préparations des actions) 0,17 jour homme
2	Actions auprès des bénéficiaires* - prod. et remise fiches pédagogiques - frais de déplacements - correspondant régional - personnel administratif et financier	2575 225 100 2250 0	1030	40%	3 fiche(s) pédagogique(s) par personne rencontrée et par session 20 kms aller-retour par séance 5 jour(s) homme
3	Suivi et évaluation - prod. et remise fiches pédagogiques - frais de déplacements - correspondant régional - personnel administratif et financier	300 0 0 225 75	30	10%	0,50 jour homme 0,17 jour homme
TOTAL CHARGES		4085	1181	29%	

* Face à face éducatif en présentiel

PARIS, le 17/10/2022

CREDIT MUNICIPAL DE PARIS
A L'ATTENTION DE MAUGET FREDERIC
55 RUE DES FRANCS BOURGEOIS
75181 PARIS CEDEX 04

Objet : Appel de fonds
Dossier suivi par Roseline KOUAME
Ligne directe : 01 58 40 59 36

APPEL DE FONDS N° 22.AF.10.165

DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PARTENARIALE N° 2022.165 SIGNÉE ENTRE FINANCES & PÉDAGOGIE ET CREDIT MUNICIPAL DE PARIS, ET CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 3 DE CETTE CONVENTION, NOUS VOUS SOLLICITONS AFIN DE BIEN VOULOIR PROCÉDER AU VERSEMENT, PAR VIREMENT OU PAR CHÈQUE, DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE, À SAVOIR :

1181 EUROS

VOUS TROUVEREZ CI-APRÈS LES COORDONNÉES BANCAIRES DE L'ASSOCIATION F&P :

R.I.C.E.
ETABLISSEMENT : 17515
GUICHET : 90000
COMPTE : 08499984304
CLE : 50
IBAN : FR76 1751 5900 0008 4999 8430 450
BIC : CEPAFRPP751
DOMICILIATION : CAISSE EPARGNE IDF
INTITULE : FINANCES ET PEDAGOGIE

DELIBERATION

N° 2022 - 109

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention de partenariat et portant subvention entre Finances & Pédagogie et le Crédit Municipal de Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

DELIBERE :

Article premier : La convention de partenariat entre Finances & Pédagogie et le Crédit Municipal de Paris et portant subvention d'un montant de 1 211 € à l'association Finances & Pédagogie pour l'année 2023 est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention de partenariat et portant subvention entre Finances & Pédagogie et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : La convention de partenariat et portant subvention entre Finances & Pédagogie et le Crédit Municipal de Paris est annexée à la présente convention.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ÉTAPE ET LE CMP

Entre d'une part,

L'Étape Parcours Logements Jeunes (L'Étape), association, dont le siège social est situé au 20 boulevard Voltaire 75011 Paris, représentée par Valérie RONDIN, Directrice,

Ci-après dénommé « L'Étape »,

Et d'autre part,

Le Crédit Municipal de Paris, Etablissement Public Administratif, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 267 500 007, dont le siège social est situé au 55 rue des Francs Bourgeois 75181 PARIS CEDEX 04, représenté par Frédéric MAUGET, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « CMP »,

PREAMBULE

Vu la convention de partenariat signée en date du 22 avril 2022 entre le CMP et L'Étape ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I : Le présent avenant a pour objet de proroger pour une nouvelle durée de 1 an la convention de partenariat signée en date du 22 avril 2022. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 et prendra fin le 31 décembre 2023.

ARTICLE II : Les six ateliers collectifs animés par le CMP se dérouleront, pendant l'exécution de la convention, aux dates convenues entre le CMP et L'Étape.

ARTICLE III : Le présent avenant fait partie intégrante de la convention initiale. Les clauses de la convention initiale qui ne sont pas impactées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

**Le Directeur général
du Crédit Municipal de Paris
Frédéric MAUGET**

**La Directrice
de L'Étape
Valérie RONDIN**

DELIBERATION

N° 2022 – 110

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'association L'Etape Parcours Logements Jeunes et le CMP

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

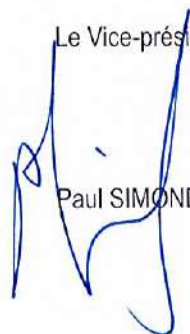
DELIBERE :

Article premier : L'avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'association L'Etape Parcours Logements Jeunes et le Crédit Municipal de Paris est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention de partenariat entre l'association L'Etape Parcours Logements Jeunes et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : L'avenant n°1 à la convention de partenariat entre l'association L'Etape Parcours Logements Jeunes et le Crédit Municipal de Paris est annexé à la présente convention.

Le Vice-président,


Paul SIMONDON

2022 - 111

Convention de partenariat

entre le Crédit Municipal de Paris et le Foyer de Chaillot-Galliera pour un Programme d'actions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

Entre :

Le Crédit Municipal de Paris (CMP), Etablissement Public Administratif, représenté par Monsieur Frédéric MAUGET, Directeur Général, dont le siège social est situé au 55 rue des Francs Bourgeois 75181 Paris cedex 04,

Ci-après dénommé le « CMP »

Et

Le Foyer de Chaillot-Galliera, association dont le siège social est situé au 28, avenue George V 75008 Paris, représentée par Madame Laurie CORDIN, directrice.

Ci-après dénommée « Foyer de Chaillot-Galliera »

PREAMBULE

Le Foyer de Chaillot-Galliera offre un hébergement transitoire (pouvant aller jusqu'à deux ans) aux jeunes de 18 à 25 ans en mobilité professionnelle (premier contrat, stage, recherche d'emploi...).

La structure a pour mission de faciliter l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes en leur apportant :

- Des conditions de confort et de sécurité qui les libèrent du souci de leur habitation,
- Un accompagnement adapté à leur demande et à leurs besoins,
- Une expérience de vie sociale et relationnelle structurante dans un cadre de mixité sociale.

Le Crédit Municipal de Paris est un établissement public communal de crédit et d'aide sociale qui apporte avec le prêt sur gage une forme alternative de prêt bancaire basée sur l'objet. Parallèlement, il a développé une gamme complète de produits de finance responsable mais aussi une activité d'accompagnement budgétaire à destination des franciliens en situation de fragilité financière ; sa direction « ABIS » (Accompagnement Budgétaire et Innovation Sociale) répond aux différentes demandes des particuliers en difficulté financière ou exclus du crédit classique en proposant un diagnostic budgétaire à l'issue duquel des préconisations et solutions peuvent être mises en œuvre (conseils et coaching budgétaires, aide à la déclaration de surendettement, intervention auprès des créanciers, microcrédit social personnel ...)

Conformément à leurs statuts et missions respectives et fortement impliqués dans les questions liées à l'information et l'accompagnement des publics jeunes, comme à la prévention des difficultés financières, le CMP et Le Foyer de Chaillot-Galliera ont décidé de s'associer pour développer et déployer un programme d'éducation budgétaire et financière pour favoriser l'autonomie financière des résidents du Foyer de Chaillot-Galliera.

Ce programme de sensibilisation s'inscrit dans une stratégie commune d'accompagnement dans le cadre de l'intérêt général et ne relève pas de la formation dite professionnelle.

Les parties se sont donc rapprochées et ont défini les conditions de ce partenariat.

2022 - 111

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe le cadre et les conditions du partenariat des parties signataires pour la mise en œuvre du programme d'éducation budgétaire et financière pour favoriser l'autonomie financière des résidents du Foyer de Chaillot-Galliera.

Elle définit notamment :

- Les modalités d'organisation et de fonctionnement du partenariat entre le CMP et Le Foyer de Chaillot-Galliera afin de permettre un accompagnement des jeunes résidents du Foyer de Chaillot-Galliera, avec comme finalité de promouvoir et informer sur les fondamentaux de la gestion budgétaire et financière, les droits sociaux, les risques de mal endettement et surendettement en vue d'optimiser leur insertion sociale et professionnelle.
- Les termes, les conditions et les modalités selon lesquels l'association participe financièrement au projet

ARTICLE II : OBLIGATIONS RECIPROQUES DES PARTIES.

Le programme/partenariat mis en œuvre s'inscrit dans une démarche de prévention et de sensibilisation visant à renforcer l'autonomie budgétaire et financière des jeunes personnes.

Les engagements du CMP :

Les engagements du CMP pour la mise en œuvre du programme face aux jeunes en insertion sociale et professionnelle résidents du Foyer de Chaillot-Galliera sont précisés ci-après :

- **Animer cinq ateliers d'informations collectifs entre janvier et décembre 2023**, dans les locaux de l'association du Foyer de Chaillot-Galliera, pour informer et sensibiliser les résidents sur les sujets en lien avec la gestion d'un budget, d'un compte bancaire, les fondamentaux de l'épargne et du crédit, les solutions en cas de difficultés et les sites et outils utiles et sur la relation à l'argent. Les ateliers se dérouleront aux dates convenues entre le CMP et Le Foyer de Chaillot-Galliera.
- **Proposer un parcours d'accompagnement individuel au sein du CMP** aux résidents du Foyer de Chaillot-Galliera intéressés, à posteriori (diagnostic de leur situation budgétaire, conseils personnalisés et coaching budgétaire, aide à la procédure de surendettement, étude et aide à la mise en place d'un microcrédit social personnel, intervention auprès des créanciers...).

Les engagements de L'Etape :

- Organiser les interventions du CMP dans ses locaux. Un(e) collaborateur /trice intervenante du socio-éducatif du Foyer de Chaillot-Galliera sera présente pendant ces ateliers,
- Promouvoir le programme auprès de son public de jeunes résidents afin de réunir un nombre suffisant de participants volontaires,
- Participer financièrement au déploiement du programme à hauteur de 900, 00 euros

L'association versera, au titre de subvention de fonctionnement, au Crédit Municipal la somme de 900,00 euros à la signature de cette convention via un virement sur le numéro de compte mentionné ci-dessous.

2022 - 111

Le versement sera effectué à :
LE CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

Le versement sera effectué sur le compte : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
Dénomination sociale (titulaire du compte) : Agent comptable du Crédit Municipal de Paris

Code Banque : 40031
Code guichet : 00001
Numéro de compte : 0000308309T
Clé RIB : 95
IBAN : FR59 4003 1000 0100 0030 8309 T95
BIC : CDCG FR PP

ARTICLE III – SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME

Les aspects quantitatifs et qualitatifs (nombre de participants, niveau de satisfaction, etc.) seront suivis à chaque session par Le Foyer de Chaillot-Galliera. Une évaluation globale de l'action pourra être effectuée à l'issue du programme conjointement par les parties synthétisant le bilan du programme mené sur la durée du partenariat et les perspectives ouvertes.

ARTICLE IV – CONFIDENTIALITE / COMMUNICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chacune des Parties s'engage à respecter la confidentialité de l'ensemble des informations, techniques, méthodes, savoir-faire, procédés, idées et documents, de quelque nature qu'ils soient, provenant ou relatifs à l'exécution de la présente Convention, qui lui ont été révélés par l'autre Partie ou auxquels elle aurait eu accès.

Les marques, logos, et tous autres signes distinctifs appartenant à chacune des Parties ou aux personnes pour le compte desquelles elles interviennent, ne peuvent être reproduits et représentés par l'une des Parties que dans le cadre strict de la présente Convention et sous réserve de l'accord préalable de l'autre Partie.

Toute autre utilisation est interdite, la présente Convention ne conférant aucun droit sur les signes distinctifs de chacune des Parties ou des entités les ayant dûment mandatées aux fins de la présente Convention, à l'autre Partie.

Chacune des Parties garantit à l'autre Partie détenir tous les droits de propriété intellectuelle afférents à ses marques et logos nécessaires à leur exploitation dans le cadre de la Convention et en garantissent une jouissance paisible dans le cadre de cette Convention.

Chaque Partie s'engage à soumettre obligatoirement à l'autre Partie le contenu de chaque communiqué (y compris de presse) et/ou publicité l'associant ou l'intéressant directement ou indirectement et à obtenir son autorisation avant toute publication ou diffusion dudit communiqué et/ou publicité, et ce quel qu'en soit le support.

Article V – DUREE DE LA CONVENTION

La Présente Convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{ER} janvier 2023. Elle prendra fin au 31/12/2023.

En cas d'inexécution, par l'une des Parties, de l'une quelconque des obligations découlant des présentes, la convention pourra être résiliée, si bon semble à l'autre Partie, de plein droit et sans indemnité, un mois après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans résultat.

2022 - 111

Article VI – RESILIATION

Résiliation pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par une des Parties de ses obligations contractuelles, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

Résiliation pour force majeure ou empêchement

En cas de survenance d'un événement de force majeure qui empêcherait les parties d'assurer l'organisation et la réalisation du Programme d'actions, la Convention sera résiliée de plein droit.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le CMP est tenu de restituer à l'association, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le CMP ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au CMP.

ARTICLE VII : DROIT APPLICABLE ET COMPETENCE

La loi applicable au présent contrat est la loi française.

En cas de différend concernant l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable aux éventuels litiges susceptibles d'intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Néanmoins, à défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux, chaque partie conservant un original

A le

Pour Le Foyer de Chaillot-Galliera
La Directrice
Laurie CORDIN

Pour le CMP
Le Directeur Général
Frédéric MAUGET

DELIBERATION

N° 2022 - 111

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention de partenariat entre l'association Foyer de Chaillot-Galliera et le Crédit Municipal de Paris

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

DELIBERE :

Article premier : La convention de partenariat entre l'association Foyer de Chaillot-Galliera et le Crédit Municipal de Paris est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention de partenariat entre l'association Foyer de Chaillot-Galliera et le Crédit Municipal de Paris.

Article 3 : La convention de partenariat entre l'association Foyer de Chaillot-Galliera et le Crédit Municipal de Paris est annexée à la présente convention.

Le Vice-président


Paul SIMONDON

**CONVENTION 2022 - 2024
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINTS CONSEIL BUDGET
N° E11 22 1142**

N° Engagement juridique :

Notifiée le :

ENTRE

Entre le Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, représenté par Madame Barbara CHAZELLE, directrice de l'unité départementale de Paris au sein de la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités et désigné sous le terme « l'Administration », d'une part,

et

Le CREDIT MUNICIPAL DE PARIS, dont le siège social est situé à 55, rue des Francs Bourgeois 75004 PARIS, représentée par la ou le représentant-e dûment mandaté-e, et désignée sous le terme « le PCB », d'autre part,

N° SIRET 267 500 007 00013

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc Guillaume en qualité de préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2022-07-29-00004 du 29 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre de ses responsabilités de niveau régional ;

Vu l'arrêté n° 2022-107 du 2 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat aux agents de la DRIEETS ;

Vu la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

Vu la demande de subvention présentée par le PCB en date du 16 mars 2022 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Afin de prévenir les situations de surendettement, d'accompagner les personnes dans la gestion de leur budget, et de renforcer, en cas de difficultés, l'efficacité de la procédure de surendettement par un accompagnement personnalisé, un réseau de Points conseil budget (PCB) a été expérimenté depuis janvier 2016.

L'un des engagements de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté est d'investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous et toutes, et d'agir en faveur de la prévention du surendettement. C'est dans cette optique, et en lien avec les objectifs de la stratégie nationale d'éducation financière, que les PCB ont été généralisés pour parvenir aujourd'hui à 500 points labellisés sur le territoire, permettant ainsi d'accompagner les personnes en difficultés financières dans leurs démarches au long cours de maîtrise budgétaire.

Considérant l'instruction n°DGCS/SD1B/2021/169 du 27 juillet 2021 relative à la poursuite du déploiement des Points conseil budget et son cahier avec pour objectif de définir les exigences communes inhérentes au label unique PCB, notamment en précisant quels sont les missions et actes métiers mis en œuvre par toutes les structures.

Considérant la procédure de renouvellement des labels des points conseil budget labellisés en 2019 explicitée au sein du document « cadre de renouvellement des labels PCB pour les structures labellisées en 2019 ».

Considérant l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République impose désormais aux associations souhaitant bénéficier d'une subvention publique de s'engager à respecter les principes d'un contrat d'engagement républicain.

Considérant la notification de la sélection de la candidature de la structure au label PCB par les services de l'Etat dans la région.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1 Par la présente convention, le PCB s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt susmentionné, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général précisé en annexe 1 à la présente convention.

1.2 Le projet consiste obligatoirement, a minima, en la mise en œuvre de l'ensemble des éléments constitutifs du label Point conseil budget, détaillés dans le cahier des charges national de l'appel à manifestation d'intérêt.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

2.1 La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de trois ans. Elle vaut attribution du label Point conseil budget pour la durée de la convention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DETERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Après labellisation l'Etat apporte son soutien financier au PCB à hauteur de QUINZE MILLE EUROS (15 000 €) - forfait fixe pour chaque projet retenu, conformément à l'appel à manifestation d'intérêt susmentionné - par année d'exécution.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

4.1 La contribution financière de l'Etat fera l'objet de trois versements pour un montant total de QUARANTE CINQ MILLE EUROS (45 000 €) :

- Un premier versement d'un montant de QUINZE MILLE EUROS (15 000 €) à la notification de la convention ;

- Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les prévisions¹ des contributions financières de l'Administration s'élèvent à :
- QUINZE MILLE EUROS (15 000 €) pour l'année 2023.
- QUINZE MILLE EUROS (15 000 €) pour l'année 2024.

4.2 Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'Administration donnera lieu à un avenant et sera versée en une fois, à signature de l'avenant.

4.3 La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 19 « Stratégie interministérielle de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté » - code activité 0304 50 19 20 04 « Généralisation des PCB ».

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur ; Les versements sont effectués au compte ouvert au nom « AGENT COMPTABLE DU CREDIT MUNICIPAL DE PARIS » :

IBAN : FR59 4003 1000 0100 0030 8309 T95
BIC : CDCGFRPP

4.3 L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, représenté par le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France.

4.4 Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

4.5 Les contributions financières mentionnées aux articles 3 et 4 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le PCB des obligations mentionnées aux articles 1er, 5 à 9 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- La vérification par l'Administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 6.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

5.1 Le PCB s'engage à fournir à l'Administration dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice le détail des formations suivies par les salarié(s) et/ou bénévoles sur les thématiques déterminées par le cahier des charges du label PCB.

5.2 Le PCB s'engage à transmettre, avant le 31 mars de chaque année, le rapport d'activité type, annexé au cahier des charges du label PCB, dûment complété et à participer à toute enquête sur son activité. Il renseigne l'ensemble des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui y figurent.

DISPOSITION A MODULER EN FONCTION DU STATUT JURIDIQUE DE LA STRUCTURE LABELLISEE :

5.3 Le PCB s'engage à fournir dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice un rapport financier de l'utilisation de la contribution financière prévue à l'article 4 et de la mise en œuvre du projet décrit à l'annexe 1 en année N-1

ARTICLE 6 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

6.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et/ou sur pièces peut être réalisé par l'Administration. Le PCB s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives et tout document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication peut entraîner la suppression de la contribution financière conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

¹ Le terme prévisionnel est utilisé pour ne pas déroger au principe d'annualité budgétaire.

6.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 7 – SANCTIONS ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

7.1 En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

7.2 En cas de non-respect total ou partiel du cahier des charges du label PCB, sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le PCB et avoir préalablement entendu ses représentants. L'Administration en informe le PCB par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU LABEL ET AVENANT

8.1 En cas de modifications du cahier des charges national du label PCB, l'Administration le transmet par courrier au PCB qui s'engage à adapter son projet au cahier des charges modifié dans un délai de six mois à compter de la notification.

8.2 Les modifications rendues nécessaires au projet du PCB, détaillé en annexe 1, peuvent faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

8.3 Le fait pour le PCB de ne pas se conformer aux cahiers des charges du label PCB modifié dans le délai précisé au 8.1 peut entraîner le retrait du label, sur décision du Préfet de région et notification par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes 1,2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

Fait à Paris, le

Pour l'Association

(Signature et cachet précédés du nom et de la qualification du signataire)

CONVENTION 2022 - 2024
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET

Annexe 1 :
Descriptif du projet

Cette partie reprend a minima les obligations prévues au cahier des charges du label PCB de l'appel à manifestation d'intérêt et peut être complétée par d'autres éléments inhérents au projet porté par la structure.

CONVENTION 2022 - 2024
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET
Annexe 2 :
Rapport d'activité type du réseau Points conseil budget

Ce rapport est susceptible d'être modifié en cours d'année 2022

Année :

Nom de l'organisme :

Adresse de l'organisme labellisé :

Numéro de téléphone :

Adresse email du service ou du responsable de l'activité PCB :

Type d'organisme :

- ☐ CCAS-CIAS
- ☐ Association
- ☐ Conseil départemental
- ☐ Autre, préciser :

Date de la labellisation :

Axe 1 –Typologie du public et évolutions des situations

1. Nombre de personnes reçues au cours de l'année : X

Une personne est dite reçue lorsque le contact avec le PCB donne lieu à une information et à un seul rendez-vous (présentiel ou téléphonique), sans autre suivi au cours de l'année.

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X

2. Nombre de personnes suivies au cours de l'année : X

Une personne est dite suivie lorsque qu'elle a eu un rendez-vous diagnostic suivi au minimum d'un deuxième rendez-vous (téléphonique ou présentiel) au cours de l'année.

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X

2.1 Nombre de personnes nouvellement suivies au cours de l'année : X

Une personne est dite nouvellement suivie lorsque ses premier et deuxième rendez-vous ont eu lieu au cours de l'année.

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X

Leur activité (au moment du premier rendez-vous de diagnostic):

- Dont personnes salariées à temps plein : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont personnes salariées à temps partiel (hors étudiants) : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont travailleurs non-salariés : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont demandeurs/demandeuses d'emploi : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont étudiants/étudiantes : X

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X
- Dont inactifs/inactives hors étudiant(e)s (exemple : retraité(e)s): X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont bénéficiaires de minimas sociaux : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

Leur âge :

- Moins de 25 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Entre 25 et 60 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Plus de 60 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

Leur situation budgétaire (au moment du premier rendez-vous de diagnostic) :

- Personnes qui dépassent pendant plus de 2 jours par mois leur découvert bancaire autorisé (si applicable, c'est-à-dire si la personne a effectivement une autorisation de découvert) : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Personnes ayant eu au moins un arriéré de paiement au cours de l'année (prélèvement automatique rejeté, chèque refusé ou échéance de facture non honorée) : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Personnes ayant déjà établi un budget mensuel avant leur prise de contact avec le PCB (exemple : utilisation d'une application, liste des dépenses, carnet de suivi, etc) : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

2.2 Nombre de personnes dont le suivi s'est poursuivi au cours de l'année : X

Le suivi est dit poursuivi lorsque le premier rendez-vous a eu lieu en année N-1 et au moins le deuxième rendez-vous a eu lieu en année N.

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X

Leur activité (au moment du deuxième rendez-vous, donc en année N) :

- Dont personnes salariées à temps plein : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont personnes salariées à temps partiel (hors étudiants) : X

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X
- Dont travailleurs non-salariés : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont demandeurs/demandeuses d'emploi : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont étudiants/étudiantes : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont inactifs/inactives hors étudiant(e)s (exemple : retraité(e)s) : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont bénéficiaires de minimas sociaux : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

Leur âge :

- Moins de 25 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Entre 25 et 60 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Plus de 60 ans : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

2.3 Nombre de personnes dont le suivi s'est terminé au cours de l'année : X

Le suivi est dit terminé au cours de l'année lorsque le courrier de notification a été envoyé à la personne au cours de l'année. Pour rappel, fin du suivi : à la demande de la personne ou lorsque la personne ne vient plus, dans ce cas, elle est systématiquement relancée par le PCB au moins une fois au bout d'un mois. En l'absence de retours de la personne au bout de trois mois, le PCB peut en déduire la fin du suivi.

- Dont femmes : X
- Dont hommes : X

Leur activité (au moment de la fin de leur accompagnement ou du dernier contact avant la décision de fin):

- Dont personnes salariées à temps plein : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont personnes salariées à temps partiel (hors étudiants) : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont travailleurs non-salariés : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X
- Dont demandeurs/demandeuses d'emploi : X
 - Dont femmes : X
 - Dont hommes : X

- Dont étudiants/étudiantes : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont inactifs/inactives hors étudiant(e)s (exemple : retraité(e)s) : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Dont bénéficiaires de minimas sociaux : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes :

Leur âge :

- Moins de 25 ans : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Entre 25 et 60 ans : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Plus de 60 ans : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X

Les motifs de fin d'accompagnement :

- Nombre d'accompagnements terminés suite à l'accord des deux parties sur l'atteinte des objectifs initiaux : X
- Nombre d'accompagnements terminés sur demande expresse de la personne : X
- Nombre d'accompagnements terminés suite à la perte de contact avec la personne : X
- Nombre d'accompagnements terminés car les compétences du PCB ne sont pas adaptées, orientation vers un autre dispositif : X

Leur situation budgétaire (au moment de la fin d'accompagnement ou du dernier contact avant la décision de fin)

:

- Personnes qui dépassent pendant plus de 2 jours par mois leur découvert bancaire autorisé : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Personnes ayant eu au moins un arriéré de paiement au cours de l'année (prélèvement automatique rejeté, chèque refusé ou échéance de facture non honorée) : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Personnes qui n'avaient pas établi de budget mensuel avant leur prise de contact et qui en ont établi un durant l'accompagnement (exemple : utilisation d'une application, liste des dépenses, carnet de suivi, etc) : X
 - o Dont femmes : X
 - o Dont hommes : X
- Autres : X

Axe 2 – L'activité du PCB**2.1 Sessions collectives d'information**

- Nombre de sessions d'informations collectives organisées au cours de l'année : X
- Nombre total de personnes ayant participé aux sessions organisées au cours de l'année : X

2.2 Moyens humains dédiés à l'activité PCB

- Nombre d'ETP bénévoles : X
- Nombre d'ETP salariés/agent(e)s : X
- Montant total des moyens humains (en €, charges comprises, coût total du personnel dédié au PCB, en prenant en compte le salaire annuel du(des) salarié(s), ainsi que les éventuels remboursement de frais au(x) bénévole(s).): X

2.3 Formation des intervenant(e)s

- Nombre de sessions de formations suivies au cours de l'année : X
- dont acquisition socle : X
- dont actualisation des connaissances : X
 - Nombre de bénévoles formés : X
 - Nombre de salarié(e)s/agent(e)s formé(e)s : X

2.4 Autres moyens dédiés à l'activité PCB

- Service d'interprétariat : ☐ oui ☐ non
- Logiciel informatique : ☐ oui ☐ non
- Locaux spécifiques : ☐ oui ☐ non
- Autres :

Coût annuel total estimé de l'activité PCB (en K€, hors coûts de structure) :

Axe 3 - Synthèse qualitative sur le type d'accompagnement mis en œuvre (Décrire en quelques lignes les types d'accompagnement les plus fréquents, ainsi que les constats et difficultés rencontrées) :

Axe 4 – Partenariats

1. Quels sont les principaux organismes / structures qui orientent des personnes vers votre structure pour l'activité PCB ?

- ☐ Créanciers
- ☐ Employeurs
- ☐ Pôle emploi
- ☐ CAF
- ☐ Conseil départemental
- ☐ Centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS/CIAS)
- ☐ Acteurs associatifs
- ☐ Etablissements bancaires
- ☐ Maisons de service au public (MSAP)
- ☐ Points Information Médiation Multi Services (PIMMS)
- ☐ Conseil départemental de l'accès au droit (CDAD), Maisons d'accès au droit, Point d'accès au droit
- ☐ Autres, préciser :

2. Quels sont les principaux organismes / structures vers lesquels vous orientez les personnes pour leurs besoins spécifiques ?

- ☐ Créanciers
- ☐ Employeurs
- ☐ Pôle emploi
- ☐ CAF
- ☐ Conseil départemental
- ☐ Centres communaux ou intercommunaux d'action sociale
- ☐ Acteurs associatifs
- ☐ Etablissements bancaires
- ☐ Maisons de service au public (MSAP)
- ☐ Points Information Médiation Multi Services (PIMMS)
- ☐ Conseil départemental de l'accès au droit (CDAD), Maisons d'accès au droit, Point d'accès au droit
- ☐ Autres, précisé :

3. Avez-vous conclu des conventions de partenariats avec des entités tierces pour la prescription/l'orientation de personnes reçues ou accompagnées au sein du PCB ?

- ☐ Non
- ☐ Oui, préciser avec quelles entités :

4. Avez-vous conclu des conventions de partenariats avec des créanciers ?

- ☐ Non
- ☐ Oui, préciser avec quelles entités :

5. Avez-vous conclu d'autres types de partenariats dont vous estimez qu'ils sont utiles au développement de l'activité du PCB ?

Axe 3 – Commentaires généraux

1. Les faits marquants de l'année

2. Commentaires éventuels sur l'évolution de l'activité, des publics, des problématiques, les attentes vis-à-vis des services de l'Etat

3. Explication des différences éventuelles entre la file active prévisionnelle et la file active réelle.

Envoyé en préfecture le 09/12/2022

Reçu en préfecture le 09/12/2022

Publié le

ID : 075-267500007-20221207-112_COS081222-DE

2022 - 112

SLOW

CONVENTION 2022 - 2024
CONCLUE DANS LE CADRE DU LABEL POINT CONSEIL BUDGET

Annexe 3 :
Budget prévisionnel du projet par année

DELIBERATION

N° 2022 - 112

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention 2022-2024 conclue dans le cadre de la labellisation des Points Conseil Budget entre le CMP et la Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS)

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit Municipal de Paris,

DELIBERE :

Article premier : La convention pluriannuelle conclue dans le cadre de la labellisation Points Conseil Budget au titre de la période 2022-2024, entre le Crédit Municipal de Paris et la Préfecture de la région Ile de France / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention 2022-2024 entre le Crédit Municipal de Paris et la Préfecture de la région Ile de France / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité

Article 3 : La convention pluriannuelle entre le Crédit Municipal de Paris et la Préfecture de la région Ile de France, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité est annexée à la présente convention.

Le Vice-président,



Paul SIMONDON

CONVENTION ANNUELLE

Actions dans le cadre de l'expérimentation nationale « aide budget »

N°

Entre

Entre le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, représenté par le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS), et désigné sous le terme « l'Administration », d'une part,

Et

CREDIT MUNICIPAL DE PARIS, Etablissement Public administratif, situé au 55 RUE DES FRANCS BOURGEOIS 75004 PARIS 4, représenté par le ou la représentant(e) dûment mandaté(e) Frédéric Mauget, et désigné ci-après par les termes « le CMP », d'autre part,

N° SIRET : 26750000700013

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour 2022 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2022-07-29-00004 du 29 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre de ses responsabilités de niveau régional ;

Vu l'arrêté n° 2022-107 du 02 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État aux agents de la DRIEETS d'Île-de-France ;

Vu la circulaire du Premier ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations ;

Vu l'appel à candidatures « aide budget » national lancé le 30 septembre 2022 ;

Vu la demande de subvention présentée par le CMP en date du 25 /10/2022 ;

Vu l'avis du comité national de sélection réuni le 16 novembre 2022 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La mise en œuvre à titre expérimental du dispositif de soutien budgétaire « Aide-budget » a pour objet de faciliter la détection la plus précoce possible des difficultés financières éprouvées par certains publics, en mobilisant de manière transversale différentes catégories d'acteurs : établissements bancaires, fournisseurs d'énergie et bailleurs sociaux.

Cette expérimentation constitue l'une des recommandations de la mission parlementaire menée en 2021 par le Député Philippe Chassaing en matière de prévention du surendettement et de développement du microcrédit, qui a fait l'objet d'un rapport remis au Gouvernement en octobre 2021.

En effet, malgré, la diversité des ressources de lutte contre le risque de difficultés financières des ménages, la mission parlementaire fait le constat d'une mise en relation perfectible des acteurs chargés de leur déploiement ainsi que de la nécessité de renforcer la coordination des dispositifs existants.

L'expérimentation du dispositif prend appui sur le réseau de Points conseil budget (PCB) existant (structures ayant obtenu le label PCB en 2019 ou 2020), les PCB constituant l'une des solutions vers lesquelles l'entité ayant détecté une situation de fragilité financière a la possibilité d'orienter le client concerné. Les PCB qui prennent part à l'expérimentation le font sur une base volontaire.

Cette expérimentation vise à répondre à trois objectifs : améliorer le repérage précoce des situations de fragilité ; favoriser la mise en place d'une offre d'accompagnement homogène des publics relevant de ces situations, indépendamment de l'entité à l'origine de la détection et favoriser la sensibilisation des publics les plus éloignés des démarches conventionnelles préexistantes.

Le dispositif se décompose en trois étapes clairement définies :

1. La détection par les entités (établissements bancaires, bailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie) de la personne présentant des difficultés financières : la survenue de deux impayés consécutifs fait office d'élément déclencheur ;
2. La délivrance d'une information générale sur les dispositifs d'aide de droit commun existants et la proposition d'un entretien par ces entités ;
3. La mise en place d'un suivi personnalisé, à travers un entretien et une orientation de la personne, de manière prioritaire, vers le dispositif d'accompagnement interne à l'entité, ou, à défaut, vers un partenaire externe : les Points Conseil Budget (PCB). Les modalités d'orientation et de prise en charge des publics adressés aux PCB sont précisées dans une convention de partenariat.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le CMP s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant précisé en annexe I de la présente convention.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne². Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01/12/2022 et expire le 30/11/2023.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DETERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 30 000€ (trente mille euros) conformément au budget prévisionnel en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

² Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
 - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
 - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
 - sont dépensés par le CMP ;
 - sont identifiables et contrôlables ;
- Et le cas échéant, les coûts indirects (ou « frais de structure »).

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le CMP peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

4.1 L'Administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 30 000 € (trente mille euros), au regard du montant total estimé du coût éligible du projet du CMP, établi à la signature de la présente, tel que mentionné à l'article 3.1.

4.2 La contribution financière de l'Administration mentionnée au paragraphe 4.1 n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- Le respect par Le CMP des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'Administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour l'exercice 2022, l'Administration verse 30 000 € (trente mille euros) à la notification de la convention.

5.2 La subvention est imputée sur le budget opérationnel de programme suivant :

- programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » ;
- domaine fonctionnel 0304-19-02 ;
- code activité 0304 50 19 20 04 «Généralisation PCB ».

5.3 La contribution financière est créditée au compte du CMP selon les procédures comptables en vigueur.
Les versements seront effectués à : CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

IBAN : FR59 4003 1000 0100 0030 8309 T95

BIC : CDCGFRPPXXX

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, représenté par le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS).

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Paris et d'Île-de-France.

ARTICLE 6 - JUSTIFICATIFS

Le CMP s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).

Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'Administration et le CMP. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce tels qu'approuvés par l'assemblée générale ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité du CMP tel qu'approuvé par l'assemblée générale.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le CMP informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au RCS et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le CMP en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le CMP s'engage à faire figurer le logo du ministère ou mentionner de manière lisible son concours dans tous les documents produits dans le cadre de la convention (publication, communication, information) relevant des objectifs conduits.

7.4 Le CMP s'engage à mettre en œuvre les engagements figurant en annexe I, en garantissant le respect des principes de laïcité contenus dans la loi du 9 décembre 1905.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le CMP sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le CMP et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3 L'Administration informe le CMP de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - EVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 Le CMP s'engage à fournir, au moins six mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 L'Administration procède à une évaluation contradictoire qualitative et quantitative avec le CMP portant sur la réalisation du projet.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. Le CMP s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés

privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et le CMP. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse⁶.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait le, à

Pour le CMP

Pour l'Administration,

(signature et cachet)

⁶ La résiliation pour motif d'intérêt général ouvrant droit à indemnité est un principe général du droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire Commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans avoir à la mentionner.

A N N E X E I : LE PROJET

Projet : Expérimentation aide-budget

a) Objectif(s) :

Suite à la candidature à l'expérimentation aide budget, le PCB s'engage à conduire des entretiens auprès de personnes qui lui sont orientées par le partenaire en charge de la détection des publics.
Pour réaliser ces entretiens, il met en œuvre l'ensemble des actes-métiers au titre desquels il a été labellisé.
Pour mémoire, ces actes-métiers sont les suivants :

- Accueil des personnes orientées par les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du dispositif de prévention du surendettement ;
- Diagnostic ;
- Accompagnement budgétaire;
- Accompagnement vers l'ouverture des droits ;
- Accompagnement dans le cadre de la procédure de surendettement.

Tous les services proposés sous le label PCB sont gratuits, universels et inconditionnels.

Le PCB dans le cadre de l'expérimentation définit en amont le nombre maximal de personnes qu'il est susceptible d'accueillir après orientation d'un partenaire prescripteur : le PCB s'engage notamment à augmenter sa file active de 20 à 30% dans le cadre de l'expérimentation.

La volumétrie de personnes susceptibles d'être accueillie par le PCB est précisée dans une convention qui le lie à chaque entité à l'origine de la détection de la situation de fragilité financière et à l'orientation du client.

Au sein de cette convention de partenariat que le PCB s'engage à signer, il est précisé notamment :

- Les actions préalablement mises en œuvre par l'entité ayant identifié la situation de fragilité et décidé d'une orientation vers un PCB ;
- Le nombre maximum de personnes sur une période prédéterminée pouvant être orientées par chaque entité vers le PCB, cette volumétrie étant modulable en fonction du territoire considéré et des flux d'orientation observés. Dans cette perspective, des échanges réguliers ont lieu entre les parties et permettent d'ajuster en tant que de besoin cette volumétrie ;
- Les modalités de suivi développées par chaque acteur afin d'être en capacité de faire une restitution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un entretien et de celles qui ont fait l'objet d'une orientation ;
- L'offre de services susceptible d'être proposée par le PCB au regard, le cas échéant, des dispositifs mis en place par l'entité à l'origine de la détection et de l'orientation ;
- Les modalités de suivi des publics orientés mises en place par chaque PCB.

b) Public(s) visé(s) :

Tous les services proposés sous le label PCB sont gratuits, universels et inconditionnels. Ils s'adressent à tous les publics orientés par le prescripteur dans le cadre de la convention de partenariat de l'expérimentation.

c) Localisation du PCB : 55 Rue des Francs Bourgeois 75004 Paris

d) Moyens mis en œuvre

Moyens humains :

ETP salariés : 9

ETP bénévoles : 4

Recrutement envisagé : Non

Outils de suivi :

Outil de suivi de la file active avec ACCESS

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

La subvention a pour objet de permettre au CMP de mettre en œuvre le déploiement du projet susmentionné.

Indicateurs quantitatifs

Objectifs	Indicateurs	Valeur cible
Développer des partenariats	Nombre de partenariats nouveaux développés dans le cadre de l'expérimentation	
	Nombre de partenariats formalisés par le biais d'une convention dans le cadre de l'expérimentation	
Développer la file active	Augmentation du nombre de personnes reçues dans le cadre de l'expérimentation	
	Augmentation du nombre de personnes suivies dans le cadre de l'expérimentation	453 - 570
	Nombre de permanences (en demi-journées) supplémentaires dans le cadre de l'expérimentation	0
Garantir un accompagnement de qualité	Nombre de formations suivies par les intervenants dans le cadre de l'expérimentation	5
	Effectifs supplémentaires en ETP (préciser salariés ou bénévoles)	

Indicateurs qualitatifs :

Le CMP s'engage à fournir, dans les six mois suivant la fin de la convention, un bilan qualitatif et quantitatif sur le projet expliquant notamment les mesures mises en place, les succès et les difficultés rencontrées, les modifications éventuelles du projet, etc.

ANNEXE III: BUDGET GLOBAL du PROJET

BUDGET PRÉVISIONNEL DU PROJET AIDE BUDGET

CHARGES		PRODUITS	
Charges directes	Montant	Ressources directes	Montant
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	- €
Achats de matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	- €
Autres fournitures			
Prestations de services		74 - Subventions d'exploitation	169 000,00 €
		Etat : subvention d'exploitation demandée dans le cadre du présent AAP	30 000,00 €
61 - Services extérieurs		Etat : autre ; préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	15 000,00 €
Locations		Caisse des Dépôts et Consignations - Banque des Territoires	52 000,00 €
Entretien et réparation			- €
Assurance		Conseil-s Régional(aux)	- €
Documentation			- €
			- €
62 - Autres services extérieurs	1 560,00 €	Conseil-s Départemental(aux)	- €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	- €		- €
Publicité, publication	- €		- €
Déplacements, missions	1 500,00 €	Communes, communautés de communes ou agglomérations :	- €
Services bancaires, autres	- €	Ville de Paris	72 000,00 €
63 - Impôts et taxes	- €		- €
Impôts et taxes sur rémunération	- €		- €
Autres impôts et taxes	- €	Organismes sociaux (CAF, etc.)	- €
64 - Charges de personnel	587 386,00 €	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	- €
Rémunération des personnels	577 386,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	- €
Charges sociales	- €	Autres établissements publics	- €
Autres charges de personnel	10 000,00 €	Aides privées (fondation)	- €
65 - Autres charges de gestion courante	39 500,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	66 250,00 €
Bonification microcrédit	39 500,00 €	Cotisations	- €
		Dons manuels - Mécénat	66 250,00 €
66 - Charges financières	5 135,00 €	76 - Produits financiers	- €
67 - Charges exceptionnelles	- €	77 - Produits exceptionnels	- €
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	- €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	- €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	- €	79 - Transfert de charges	- €
Charges indirectes réparties affectées au projet		Ressources propres affectées au projet	
Charges fixes de fonctionnement	450 000,00 €	Fonds propres CMP	848 331,00 €
Frais financiers	- €		- €
Autres	- €		- €
TOTAL CHARGES	1 083 581,00 €	TOTAL PRODUITS	1 083 581,00 €
Excédent prévisionnel (bénéfice)	- €	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	- €

CC	Dépenses 2022		Recettes 2022	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	Charges directes	646 408,00 €	Subventions publiques	151 827,00 €
	Charges de personnel	578 273,00 €	dont PCB	15 000,00 €
	Prestations service	15 000,00 €	dont Ville de Paris	72 000,00 €
860 - Secours en nature	Formation professionnelle	10 000,00 €	dont CDC	52 000,00 €
	Cotisations	3 135,00 €	dont bonifications	12 827,00 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	Subventions versées + bonifications	40 000,00 €	Financements privés	66 250,00 €
	Charges indirectes	450 000,00 €	dont financements privés	25 000,00 €
862 - Prestations	Charges de structures	450 000,00 €	dont mécénat	41 250,00 €
			Subvention CMP	878 331,00 €
864 - Personnel bénévole				
	TOTAL	1 096 408,00 €	TOTAL	1 096 408,00 €
TOTAL		- €	TOTAL	- €

DELIBERATION

N° 2022 - 113

CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Séance du 8 décembre 2022

Convention 2022 – 2023 « Actions dans le cadre de l'expérimentation « Aide Budget » entre le CMP et la DRIEETS

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu les articles D.514-1 et suivants du Code monétaire et financier ;
- Vu le rapport du Directeur général du Crédit municipal de Paris ;

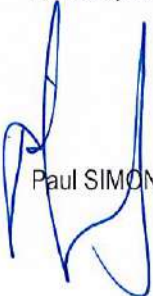
DELIBERE :

Article premier : La convention annuelle « Actions dans le cadre de l'expérimentation « Aide Budget » au titre de la période 2022-2023, entre le Crédit Municipal de Paris et la Préfecture de la région Ile de France / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité » est approuvée.

Article 2 : Le Directeur général est autorisé à signer la convention 2022-2023 conclue dans le cadre de l'expérimentation « Aide Budget ».

Article 3 : La convention annuelle « Actions dans le cadre de l'expérimentation « Aide Budget » au titre de la période 2022-2023 » est annexée à la présente délibération.

Le Vice-président



Paul SIMONDON